



HAL
open science

Jean Cavailhès : témoignage

Jean Cavailhès, Egizio Valceschini, Pierre Cornu, Marie-Noelle Heinrich

► **To cite this version:**

Jean Cavailhès, Egizio Valceschini, Pierre Cornu, Marie-Noelle Heinrich. Jean Cavailhès : témoignage. *Economistes ruraux*, 21 (2), Edition INRAE, pp.42-69, 2023, Anchorales, 978-2-7380-1454-2. hal-04256212

HAL Id: hal-04256212

<https://hal.inrae.fr/hal-04256212>

Submitted on 24 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Sussex 2006.
© INRAE / Ruffieux

JEAN CAVAILHÈS

42

Jean Cavailhès est économiste. Il a fait toute sa carrière à l'Inra. Né le 26 juin 1946, il est décédé récemment, le 23 décembre 2022. Lors d'un dernier échange, il a tenu à nous confirmer la validation de la toute dernière version de son témoignage publiée ici. Son témoignage a été recueilli en deux temps, le 15 juillet 2020 puis le 12 août 2020, au siège de l'Inra à Paris, 147 rue de l'Université. Chaque fois, l'entretien a été mené par Pierre Cornu, professeur d'histoire à l'université de Lyon, actuellement en délégation à INRAE, et Egizio Valceschini, président du Comité d'Histoire INRAE-Cirad et ancien économiste au département SAD¹.

Jean Cavailhès a fourni de nombreux documents (rapports d'activité et publications) utilisés pour conduire l'entretien et, aussi, pour compléter et enrichir le propos oral sur des points qu'il semblait utile de solliciter un approfondissement. Le texte a été relu par Marie-Noëlle Heinrich, le 6 mai 2021, puis la version finale a été validée par le témoin.

¹ Sciences pour l'action et le développement, auparavant Systèmes agraires et développement.

QUELLES SONT VOS ORIGINES FAMILIALES ET DANS QUEL MILIEU SOCIAL ET CULTUREL AVEZ-VOUS ÉTÉ ÉLEVÉ ?

Je suis né à Albi en 1946 d'un père qui était professeur d'histoire-géographie de lycée et d'une mère qui était propriétaire-gérante d'une imprimerie. C'était une petite entreprise artisanale d'une dizaine de personnes, qui a été mise en liquidation dans les années 1970. Ma mère est alors devenue professeure en histoire-géographie dans le lycée agricole d'Albi. Chose rare pour cette génération, elle avait une licence d'histoire-géographie, alors que peu de femmes avaient suivi des études supérieures. C'est à l'honneur de mes deux grand-mères, parce que mes deux grands-pères étaient décédés. En fait, je ne les ai pas connus. Mon grand-père paternel était maraîcher dans le péri-albigeois, et mon grand-père maternel était un notable, imprimeur à Albi. Les deux étant décédés prématurément, leurs épouses, n'ayant pas d'activité professionnelle importante, ont eu à cœur de donner une éducation à ma mère et à mon père, mes oncles et tantes ayant aussi fait des études supérieures,

ce qui n'était pas très fréquent à cette époque. Donc c'est une origine familiale intellectuelle.

Mes rapports avec le milieu rural et le milieu agricole étaient très ténus. À part mon grand-père paternel maraîcher, j'avais un oncle maternel qui était polyculteur-éleveur et viticulteur à côté de Gaillac, mais je n'avais aucune culture agricole ou rurale. J'étais un Albigeois, d'une ville moyenne, enraciné dans un milieu urbain.

C'étaient des familles de classe moyenne-supérieure, mais avec un cœur à gauche, avec une tonalité radical-socialiste (radsoc), du Midi. Mon père a eu, à certaines périodes, une carte du Parti socialiste. C'est un peu paradoxal, parce que mes grands-pères, un notable imprimeur et un maraîcher, appartenaient à des milieux sociaux qui penchaient plutôt à droite.

COMMENT S'EST PASSÉE VOTRE SCOLARITÉ ET COMMENT A-T-ELLE ÉTÉ ORIENTÉE ?

Évidemment, j'étais très marqué par le fait que j'avais un père professeur, qui du coup a piloté mes études dans l'idée

qu'il se faisait de ce que devait être la réussite scolaire d'un enfant. Donc très vite, j'ai quitté l'école primaire de quartier, pour aller dans le lycée d'Albi qui était le lycée de garçons et où il y avait des classes primaires. Il m'a réorienté vers le lycée parce qu'il considérait que c'était de meilleur standing que l'école de quartier. J'ai passé mon baccalauréat (série C) première partie en juin 1962, puis la deuxième partie Math élém (Mathématiques élémentaires) l'année suivante. Ensuite, mon père m'a orienté vers des classes plutôt scientifiques en considérant, avec raison, qu'on réussissait mieux avec une formation scientifique que littéraire, d'où Math élém, bien que je n'avais pas d'accointance particulière pour les maths. Je préférerais la physique et la chimie, ce qui fait que j'ai été reçu en Math élém avec une mention assez bien mais avec de mauvaises notes en maths. Mon père m'a ensuite aiguillé vers une classe préparatoire aux grandes écoles au lycée Pierre-de-Fermat de Toulouse, en considérant que l'enseignement d'université n'était pas tout à fait à la hauteur de celui que prodiguaient les prépas. C'est un itinéraire que j'ai suivi et dans lequel je n'étais pas le pilote, vers ce que mon père considérait comme étant le « must » en matière d'éducation.

Pourquoi des classes préparatoires d'agronomie ? Je suis allé en classes préparatoires au lycée Fermat de Toulouse, honnêtement parce que je n'étais pas assez fort en maths pour faire Maths sup (Mathématiques supérieures) puis Maths spé (Mathématiques spéciales). Il fallait que ce soit une classe scientifique plutôt que des études commerciales. Le commerce n'était pas à la mode à cette époque-là. C'est un peu le hasard qui m'a dirigé vers l'Agro, dans une prépa scientifique mais pas trop mathéuse. Un copain de bridge de mes parents, ingénieur agronome, m'avait dit : « Fais l'Agro, sa formation scientifique de base polyvalente t'ouvrira un panorama très large de métiers ». C'est le hasard de ce conseil, sur la base de l'aiguillage général de mon père, qui fait que je suis allé en classe préparatoire d'Agro, mais sans vocation particulière pour le choix de ce secteur.

DURANT VOS ÉTUDES SECONDAIRES OU LES CLASSES PRÉPARATOIRES, QUELLES MATIÈRES VOUS INTÉRESSAIENT-ELLES ?

C'est plutôt la physique qui m'attirait. Au lycée, en première ou Math élém, le professeur de physique m'avait impressionné. Il suivait l'actualité scientifique de la physique et nous disait, en 1960 : « On va vers le pic pétrolier dans 20 ans, on gaspille du charbon, alors que c'est une source de matières premières, de molécules qu'on brûle bêtement », et cela m'intéressait. De même en prépa. J'étais attiré par la physique ou la biologie plutôt que par l'abstraction pure (les maths) ou par les disciplines littéraires que mon père, bien qu'en tant que professeur d'histoire, ne portait pas au pinacle. La physique et la biologie sont un créneau scientifique mais tourné vers l'action, vers la société, vers les applications.

À CE MOMENT-LÀ, UNE FIGURE INTELLECTUELLE OU UN CORPUS D'IDÉES VOUS ATTIRAIT-IL PLUS PARTICULIÈREMENT ?

Dans mes lectures, j'étais passionné par Victor Hugo, Zola, ou Balzac. Ces auteurs avaient une dimension sociale, pour soutenir un point de vue politique comme Victor Hugo, ou pour faire une description de la société du XIX^e siècle comme Balzac ou Zola. Mais il y a eu une parenthèse complète dans cette vie littéraire quand je suis rentré en prépa : je n'avais plus le temps de lire des romans.

J'étais dans une période de formation très scolaire, de bachotage. C'est le propre des prépas. On ingurgite, comme un moulin à prière, pour réciter ce qu'on a appris, sans esprit critique. La capacité de mémorisation, de compréhension aussi, était première, quelle que soit la discipline. Cela se traduisait par un vécu quasi monacal. On travaillait de 7 heures à 23 heures, y compris le week-end en 2^e année de prépa. Quand j'étais à Toulouse, je rentrais une fois par mois à Albi pour embrasser mes parents, et j'avais une vie sociale extrascolaire très faible. Je n'allais pas au cinéma, je lisais très peu en dehors de mes livres de cours. Ce qui fait d'ailleurs que je ne préconisais pas à des amis qui me demandaient conseil de faire cette for-



© INRAE / Cavallières

mation, parce que c'est épuisant, il faut bien le dire. Cela m'a permis d'intégrer l'Agro « en carré » (deuxième année), bien classé (24^e), alors que, surtout dans un lycée de province comme à Fermat, la plupart des élèves étaient reçus « en cube » (troisième année, après redoublement). J'étais en situation purement scolaire, sans esprit critique, sans ouverture au-delà de mes polycopiés de cours et des colles de professeurs de prépa.

Y A-T-IL EU DES AMITIÉS, DES PERSONNES AVEC LESQUELLES VOUS VOUS ÊTES LIÉS OU QUI VOUS ONT OUVERT VERS D'AUTRES ESPACES, D'AUTRES HORIZONS ?

Au lycée, assez peu. Il y avait des copains de classe, on allait jouer au bridge ou au baby-foot, ou boire une bière en sortant du lycée. Je n'étais pas du tout sportif, alors que le sport est souvent un milieu de socialisation important. J'ai gardé des liens avec une dizaine d'amis, jusqu'à ce que je rentre à l'Institut national agronomique (INA ou Agro) à Paris. En prépa, c'étaient des liens à intérêt professionnel : on bachotait ensemble. Avec un copain de Rodez, René Laporte, et un copain marocain, Abderrahmane (je ne me souviens plus de son nom de famille), on formait un trio. On se faisait réciter, on se faisait apprendre, on se posait des questions sur nos cours. Il se trouve que nous avons intégré tous les trois l'Agro en 1965, en gardant des relations personnelles amicales. Depuis, j'ai perdu de

Dans la salle de conférence de l'Inra, rue Sully, Dijon, en 2015.

vue le copain marocain. J'ai revu R. Laporte qui était devenu directeur de la Fédération française bovine et que j'ai retrouvé plus tard avec plaisir au moment de la crise de la vache folle quand j'étais chef de département Économie et sociologie rurales (ESR) de l'Inra.

Évidemment il y avait aussi les copains de ma promo qui étaient à l'Inra, et quelques-uns qui n'étaient pas à l'Inra. Mais la distance et l'histoire, d'Albi à Toulouse, de Toulouse à Paris, de Paris à Dijon où je suis allé ensuite, font qu'on garde pendant un certain temps des relations d'amitié, qui sont des relations de camaraderie, de copinage, mais la distance finit par les rompre au bout d'un certain temps, au profit de nouvelles relations sociales.

COMMENT SE SONT PASSÉES VOS ÉTUDES À L'AGRO ? QUELS ENSEIGNEMENTS OU ENSEIGNANTS VOUS ONT-ILS PLUS PARTICULIÈREMENT INTÉRESSÉ OU MARQUÉ ?

L'arrivée à l'INA est un passage complet de l'ombre au soleil, par rapport à la prépa. Une fois qu'on est rentré à l'Agro, on sait qu'on en sortira quasi-automatiquement ingénieur agronome trois ans après. Donc c'est une incitation à profiter de la vie parisienne, qu'elle soit culturelle, sociale, purement ludique aussi. On allait au cinéma, en boîte de nuit, faire la fête le soir, on allait manger la soupe aux oignons aux Halles à cinq heures du matin après une nuit blanche. Ma vie est alors devenue assez extravertie, les études n'étant plus l'essentiel.

Mon histoire est faite de beaucoup de hasards. Je me suis retrouvé élu au bureau des élèves en 1^{re} année d'Agro, tout à fait par hasard. À la suite d'un chahut d'un professeur (certains professeurs se prêtaient vraiment à être chahutés, mais d'autres étaient admirables). Il a fallu aller le récupérer dans « la salle du Sioux », comme il y en avait derrière tous les amphis, pour s'excuser et le réconforter un peu. Normalement le major de promotion, Pierre Daucé, était le porte-parole de la promotion, mais je me suis retrouvé avec lui pour aller voir le professeur et on est revenu, en ayant un peu arrangé les choses, faire

un rapport auprès des 130 élèves ingénieurs (c'était des petites promos). Les étudiants de la promo m'ont connu de cette manière-là, quand j'ai pris la parole en bas de l'amphi.

Le jour où il a fallu élire le bureau des élèves, alors que les étudiants venaient d'horizons extrêmement différents et que personne ne connaissait personne, le fait de m'être montré devant la promo a fait que j'ai été élu. Avec cette responsabilité, je suis devenu syndicaliste à l'UGE (Union des grandes écoles). C'était une forme d'engagement syndical, modéré, très terre à terre. Dans les deux premières années d'Agro, en 1965-1966 et 1966-1967, j'accordais plus d'importance à cette responsabilité syndicale qu'à mes études elles-mêmes.

À partir de la 3^e année, j'ai été séduit par René Dumont, qui séduisait tout le monde. Il avait un charisme extraordinaire. Les élèves se précipitaient pour écouter ses cours. On était un certain nombre à le fréquenter en dehors des cours, parce qu'il avait le cœur à gauche. Ses engagements sociopolitiques étaient attractifs. La deuxième personnalité qui m'a séduit est Georges Séverac, maître de conférences en économie. Il est mort assez jeune. Il était un homme aussi très attractif, d'une grande intelligence. C'était un agro-économiste, sans spécialisation économique universitaire, comme l'étaient presque tous les professeurs d'économie à cette époque à l'Agro. Il n'avait pas une approche pointue, néo-classique ou stat-économétrique. Il travaillait sur l'exploitation agricole et sur le foncier – cela explique aussi mon attrait pour les questions foncières – et un peu sur l'évolution des structures de l'agriculture dans le monde moderne après les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962. Ce sont les deux personnalités qui m'ont le plus positivement impressionné. Joseph Klatzmann, professeur d'économie, avait une formation d'administrateur Insee : il était plus un statisticien qu'un économiste. Pour les autres enseignements, très franchement, du moment que j'étais assuré de sortir ingénieur agro dans un rang correct, je suivais beaucoup de cours en dilettante.

LES MATIÈRES LIÉES À LA BIOLOGIE, À LA CHIMIE OU À LA PHYSIQUE ÉTAIENT-ELLES DANS VOS CENTRES D'INTÉRÊT ? LES ASPECTS SOCIO- HUMAINS VOUS ONT-ILS TOUT DE SUITE INTÉRESSÉ À L'AGRO ?

Il y avait des cours très intéressants, il y en avait d'autres parfaitement barbant. Par exemple, apprendre la résistance des matériaux ou comment construire un barrage ou un pont, sont des choses très intéressantes pour les ingénieurs du GREF (Génie rural, eaux et forêts), mais que je trouvais trop utilitaristes. Dans le domaine des sciences dites exactes, comme la biologie moléculaire, la rigueur scientifique du raisonnement du physicien et du chimiste, était intéressante : François Jacob, Jacques Monod et André Lwoff venaient d'avoir le prix Nobel (en 1965) pour leurs travaux en génétique. Je n'étais pas très attiré par les maths et les statistiques. Il y avait une offre, un *pool* assez diversifié de cours dans lequel chaque étudiant allait piocher. Et le choix était fait selon l'aura personnelle du professeur, son attractivité, son charisme, plus que selon le contenu du cours lui-même.

Une fibre sociale est aussi liée à mon investissement syndical. Quand on écoute R. Dumont, on ne peut que se prendre en pitié pour les paysans africains paupérisés. On ne peut qu'avoir envie d'exercer une profession pour leur venir en aide. À cette époque en France, on voyait monter la gauche. Dès les années 1960, on sentait, en tout cas au niveau syndical, au niveau de l'UGE, une montée d'un mouvement social vis-à-vis duquel je me sentais solidaire. Cela explique que je me sois dirigé vers les sciences sociales et humaines.

COMMENT SE POSITIONNAIT L'UGE ?

L'UGE était le syndicat des grandes écoles, « sœur » de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) pour les universités. C'était une organisation traversée à la fois par le Parti communiste français, et par ce qui était la gauche émergente, dont le PSU (Parti socialiste unifié). Il y avait également des trotskistes d'extrême gauche, des maoïstes mais qui étaient très minoritaires. Ce mouvement s'est beaucoup radicalisé en particulier sur la question

de la guerre du Vietnam, avec le mouvement anti-guerre importé des États-Unis. Les premières manifestations de rue contre la guerre du Vietnam en 1965-1966 auxquelles j'ai participé étaient quelquefois conflictuelles avec la police, ce n'était pas bon enfant. C'était un des terrains de radicalisation important de l'UNEF et donc de l'UGE.

EST-CE À CE MOMENT-LÀ QUE VOUS AVEZ COMMENCÉ À VOUS FORGER UNE CULTURE MARXISTE ?

Non, ce sont les barricades en mai 1968 qui ont joué ce rôle. On voit bien comment ma trajectoire a constitué une espèce de terreau propice à un engagement à gauche, en défense du Tiers-monde, en opposition aux États-Unis, à l'impérialisme. Mais c'étaient des coups de cœur ou des mobilisations ponctuelles. La vraie rupture, ça a été les barricades.

POUVEZ-VOUS NOUS PARLER DES AGROS AVEC QUI VOUS AVIEZ EU DES RELATIONS FORTES ? TOUTE UNE FILIÈRE DE RECRUTEMENT À L'AGRO PASSE PLUTÔT PAR LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS CATHOLIQUES, PAR LA PRÉPA SAINTE-GENEVIÈVE, IL Y A UN ACTIVISME DE CHRÉTIEN SOCIAL À L'AGRO. CES MONDES ÉTAIENT-ILS COMPATIBLES DANS LES RELATIONS ENTRE ÉTUDIANTS DE CES FAMILLES IDÉOLOGIQUES ?

Il n'y avait pas incompatibilité entre les courants marxistes ouverts aux mouvements sociaux et les chrétiens sociaux dont beaucoup se sont radicalisés, en particulier via le PSU (Parti socialiste unifié). Un de mes copains à l'Agro, Michel Blanc, venait de Sainte-Geneviève. Le courant chrétien, dans le secteur agricole a produit par exemple la JAC (Jeunesse agricole catholique), qui a été dirigée par René Colson, dont le fils, François, était dans ma promo. Ces chrétiens radicalisés n'avaient pas une culture marxiste mais ils avaient une pratique de type marxiste.

Dès l'Agro et après mon entrée à l'Inra, Denis Barthélémy a aussi joué un rôle important. Il avait été membre du

bureau national de l'UGE. On s'est retrouvé ensemble en 3^e année d'Agro à mener des activités syndicales, ensemble sur les barricades en mai 1968, et ensemble à Dijon à la rentrée de septembre 1968, à l'École nationale supérieure des sciences agronomiques appliquées (ENSSAA), créée en 1966. Ma première publication scientifique fut cosignée avec lui. Nos cultures syndicales et politiques très voisines l'ont emporté sur nos divergences. Dans cette promotion d'agro, d'autres économistes ont intégré l'Inra : Pierre Daucé, qui est venu comme professeur à Dijon plus tard, Yves Léon et Didier Aubert qui ont eu des responsabilités dans le département ESR lorsque je le dirigeais, d'autres encore. François Colson, le fils de René, était de la même promo, et on a été recruté ensemble à l'Inra.

POUVEZ-VOUS PRÉCISER QUELLE A ÉTÉ VOTRE FORMATION ÉCONOMIQUE À L'AGRO ?

En 3^e année, il y avait une petite ouverture sur le monde universitaire. Je me rendais bien compte que ce que j'apprenais à l'Agro ne pesait pas très lourd en économie. Je voulais préparer une licence de sciences économiques, qui se faisait en quatre ans (c'est la maîtrise actuellement). Une filière à l'université d'Assas permettait aux agros d'être dispensés des deux premières années de DEUG (diplôme d'études universitaires générales). Cela m'a donné une vague culture économique que j'ai ensuite approfondie en suivant une 3^e année de licence à Dijon en 1969-1970 et une 4^e année de licence à Alger durant mon service national. Étant marxiste, j'ai suivi ces études de manière extrêmement critique. Le but pour moi était moins de m'immerger dans leur contenu pour en avoir la maîtrise, que d'en faire la critique. Donc ma vraie formation d'économie a été une formation à travers Marx dans ma jeunesse et beaucoup plus tard, en 1988-1989, en suivant le cycle annuel des cours du Centre d'études des programmes économiques (CEPE) – école de formation permanente de l'Insee. C'est seulement 20 ans après mon recrutement comme économiste à l'Inra que j'ai appris l'économie moderne !

À L'AGRO, CLAUDE SERVOLIN ET MICHEL GERVAIS ONT-ILS JOUÉ UN RÔLE DANS VOTRE ORIENTATION OU VOTRE FORMATION ?

Oui, ils ont eu un rôle important ! C'étaient des intellectuels d'économie rurale reconnus. En 3^e année d'Agro, on organisait des rencontres avec eux, avec des discussions autour de leur livre *Une France sans paysans* (1966). On lisait aussi *La fin des paysans* de Henri Mendras, *Les paysans dans la lutte des classes* de Bernard Lambert, *L'Afrique est mal partie* de René Dumont, etc. C'est une période où la paysannerie française et mondiale, en particulier en Afrique, l'agriculture et les agriculteurs étaient au centre de nos réflexions, et surtout l'agriculture pauvre.

On constituait des groupes de travail, mais tout ceci n'était pas lié à la formation officielle de l'Agro. Cela se passait le soir à la veillée, en petits groupes, c'était une sorte de contre-culture, ou contre-formation, qu'on privilégiait par rapport aux cours officiels.

Il y avait à l'Agro des « amphis situ », où des cadres ingénieurs agronomes venaient présenter leur secteur d'activité professionnel pour attirer des jeunes étudiants. L'amphi situ de Claude Servolin était attractif pour nous, qui étions syndicalistes et marxistes naissants, car il faisait une présentation attirante du métier : grande liberté du chercheur dans ses recherches et la gestion de son agenda. Donc, finalement, plutôt que d'aller fabriquer des ponts et des barrages au GREF, j'ai préféré aller à l'Inra. J'ai candidaté comme ACS (assistant contractuel scientifique) et j'ai été recruté en janvier 1968.

MAI 1968 A JOUÉ UN RÔLE TRÈS IMPORTANT DANS VOTRE CHEMINEMENT. QUE S'EST-IL PASSÉ À L'AGRO À CE MOMENT-LÀ ? COMMENT VOTRE PENSÉE S'EST-ELLE ORIENTÉE ?

Cela s'est passé dans la rue Claude-Bernard, devant l'Agro, au cœur du Quartier latin. Il y a eu partout, y compris dans cette rue, des barricades. Un comité de secours des étudiants s'est constitué pour donner des masques contre les gaz lacrymogènes, faire venir les blessés pour les soigner. Le monde

extérieur entraînait dans l'école. Cela s'est évidemment traduit par le fait qu'on a occupé l'Agro. Tous les établissements d'enseignement supérieur du Quartier latin se sont trouvés occupés. C'était une occupation assez gentille : le directeur de l'école n'a pas été séquestré, il pouvait venir à son bureau, mais les étudiants étaient maîtres des lieux.

Il y avait à l'intérieur de l'Agro des commissions de discussions, de réflexions sur les modifications des programmes, de l'enseignement, des professeurs, etc. Mais l'aspect le plus important pour moi était ce qui se passait à l'extérieur : j'ai pris conscience de ce qu'une révolution au sens de révolution socialiste, était possible en France. Et ce qu'on vivait pendant ce mois de mai, pouvait être quelque chose ressemblant à une répétition générale, comme l'analogie 1905-1917 pour la Russie. Cela ouvre les yeux de manière assez extraordinaire. Il fallait que j'adhère à une organisation d'extrême gauche, je ne voulais pas laisser se faire une révolution sans en être partie prenante.

J'ai adhéré à la Ligue communiste qui est devenue la Ligue communiste révolutionnaire en 1974 et qui aujourd'hui a donné le NPA (Nouveau parti anticapitaliste). Mais j'ai mis presque un an avant d'adhérer, parce qu'il y avait une offre d'extrême gauche très abondante. J'allais à la librairie La Joie de lire, rue Saint-Séverin (cœur du Quartier latin parisien) appartenant aux éditions François Maspero. Il y avait des tables de presse avec des dizaines de petits journaux, ce qui était nettement plus important que ce qui pouvait se passer à l'Agro, que les commissions de réforme dans lesquelles on se disait « *On enseigne mal la biologie moléculaire* ». Qu'est-ce qu'on en a à faire de la biologie moléculaire dès lors que la révolution est aux portes de la société !

Donc voilà à peu près la place d'infirmiers de la révolution qui a été jouée par plein d'étudiants de l'Agro pour venir en aide à ces pauvres étudiants des barricades. Mai 1968 a eu un poids beaucoup plus important sur ma trajectoire personnelle que la réforme des enseignements de l'Agro.

POUVEZ-VOUS NOUS PRÉCISER DANS QUELLES CONDITIONS VOUS AVEZ INTÉGRÉ L'INRA ?

J'ai été recruté comme ACS (agent contractuel scientifique), le 1^{er} janvier 1968. L'Inra pré-recrutait des étudiants en dernière année de formation de l'INA. Nous étions six ACS recrutés par le département Économie et sociologie rurales (ESR) en 1968, ce qui était beaucoup. Dans les deux ou trois ans qui ont suivi mai 1968, l'Inra, en économie, n'a recruté pratiquement que des marxistes. Ceux qu'on appelait les néo-classiques, « rassaient les murs ». Denis Bergmann, qui était chef de département, a accepté de recruter des marxistes, il a accepté que des chercheurs comme Michel Gervais, Claude Servolin, Pierre Coulomb, Henri Nallet, Jean Cranney, etc. aient un rôle important dans les orientations du département, parce que la puissance du mouvement marxiste, du « raz-de-marée », était telle que les digues ne suffisaient pas à le contenir.

COMMENT S'EST PASSÉE VOTRE AFFECTATION À L'INRA DE DIJON, EN JUIN 1968 ?

D. Bergmann a convoqué les nouveaux ACS : « Vous avez à choisir une affectation, tout est possible sauf Paris ». C'était à cause de la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale) qui voulait décentraliser. J'ai choisi le laboratoire de la chaire d'économie de l'ENSSAA (École nationale supérieure des sciences agronomiques appliquées) à Dijon, où Michel Petit venait d'être reçu professeur. En octobre 1969 j'ai été reçu au concours d'assistant de l'Inra.

À cette époque, les concours d'assistant, et d'autres aussi, étaient une négociation entre mandarins qui poussaient leurs poulains. Le contenu des dossiers des candidats n'avait guère d'importance. Le déroulement de carrière se passait ainsi, à peu près jusqu'au niveau de CR1 (chargé de recherche de première classe). Ce fonctionnement n'a vraiment changé que lorsque l'Inra a eu le statut d'EPST (Établissement public à caractère scientifique et technologique).

J'ai choisi Dijon car c'était le laboratoire le plus proche de la région parisienne,

où je voulais maintenir mes accointances politiques. De plus, M. Blanc et D. Barthélémy ont été recrutés à l'ENSSAA dans la chaire de Michel Petit. On s'est dit qu'on allait se mettre à trois dans la même unité.

À Dijon, André Brun arrivait également et s'intéressait, comme nous, aux structures agricoles, aux questions foncières et de démographie agricole. Il y avait aussi d'autres arrivants dans ce laboratoire qui venait d'être créé, en particulier Jacques Brossier et Jean-Baptiste Viallon, que nous considérions comme trop « néo-class » (l'école de pensée néo-classique en économie) pour que nous soyons attirés par eux.

M. Petit était quelqu'un d'un peu particulier. Il avait fait un PhD² aux États-Unis et sa femme est américaine. En schématisant, en France, en tant que professeur à Dijon, il avait la casquette d'un néo-classique qui faisait de la programmation linéaire, de la gestion des exploitations agricoles. Mais quand il allait aux États-Unis où il avait gardé des liens (et ensuite quand il a été à la Banque mondiale à Washington), il avait une casquette de bon connaisseur du marxisme. Il était néo-classique ici et un peu marxiste là-bas. Vis-à-vis de nous, il pouvait dire : « Je ne suis pas contre ce que vous faites, ce que vous dites, et la preuve, je vais en parler quand je donne des cours aux États-Unis, mais pour moi, ce n'est pas l'essentiel de ce qu'il faut développer en France ». Non seulement il n'a jamais fait obstacle à mon orientation, mais je n'aurais pas été reçu au concours d'assistant sans son appui. M. Blanc et D. Barthélémy n'auraient pas été recrutés à l'Inra après l'ENSSAA sans son appui non plus.

EN CE DÉBUT DES ANNÉES 1970, QUELLE ÉTAIT VOTRE ORIENTATION SCIENTIFIQUE ET COMMENT TRAVILLIEZ-VOUS ?

Dans notre équipe à trois, avec M. Blanc et D. Barthélémy, on arrivait le matin au bureau, on ouvrait un livre de Marx, de Lénine, de Kautsky, de Rosa Luxemburg ou de Chayanov. On cherchait à s'imprégner de la théorie marxiste qu'on considérait comme

² Diplôme de doctorat.

une doctrine économique révolutionnaire, dans la foulée de Lénine et de Karl Kautsky, qui ont été parmi les théoriciens de la question agraire au sens marxiste du terme. C'est l'acquisition de la culture marxiste généraliste avec quand même un peu d'économie : *Le Capital* est un traité d'économie ! Et il y a des lois économiques établies par Marx, comme la loi de reproduction de la force de travail, qui à mon avis, restent actuelles. J'avais adhéré à la Ligue communiste qui était, à cette époque, un lieu de formation marxiste assez remarquable.

Par ailleurs, il n'y avait pas que Marx au menu, il y avait aussi un peu d'épistémologie. J'étais très impressionné par Gaston Bachelard, Jean Piaget, et quelques autres qui m'aidaient à former mon esprit scientifique. Je trouvais aussi utile de lire Freud. Il est important de savoir comment fonctionne notre psychisme, notre machine à penser.

Dans ce cadre général, j'ai approfondi les questions foncières dans le prolongement direct de Marx. On ne peut pas traiter Marx uniquement comme un philosophe ou comme un militant. Il a eu des apports – et des échecs aussi – à l'économie qui m'ont intéressé. Marx – le Livre 3 du *Capital* le montre, à propos de la question de la rente absolue et de la composition organique du capital dans l'agriculture – était un grand lecteur des agronomes de son époque et il a beaucoup écrit sur l'agriculture.

QU'EST-IL ADVENU DE VOTRE RELATION AVEC RENÉ DUMONT À CE MOMENT-LÀ ?

Ce qui a changé, c'est René Dumont ! Il a été candidat écologiste aux élections présidentielles de 1974, ce qui était une casquette assez différente de celle du défenseur de l'agronomie comparée, de l'Afrique en voie d'émancipation. Alain Krivine, dirigeant de la LCR, était aussi candidat. Cela n'a pas rompu mes liens avec René Dumont, je l'ai rencontré quelquefois par la suite. Mais les liens étaient devenus très distendus.

QUELLE ÉTAIT VOTRE VISION DE L'ENSSAA DE DIJON, UNE TOUTE JEUNE ÉCOLE ?

C'était l'école de formation des ingénieurs d'agronomie, recrutés comme

ingénieurs fonctionnaires à l'Agro, venant faire une spécialisation à Dijon et qui se sont trouvés pour la majorité affectés comme professeurs de lycées agricoles. Cette école n'avait pas de lien direct avec l'agriculture bourgeoise. C'était l'ENITA (École nationale d'ingénieurs des travaux agricoles), à l'époque à Quetigny et qui ensuite a fusionné avec l'ENSSAA, qui était le lieu de formation des techniciens et ingénieurs pour le monde agricole régional.

M. Petit, J.-B. Viallon, J. Brossier, travaillaient sur la gestion des exploitations agricoles dans une optique néo-classique et, pour eux, le lien avec le terrain avait beaucoup d'importance. M. Petit a d'ailleurs fait évoluer sa pensée pour prendre en considération que les agriculteurs n'étaient pas des *homo economicus* et qu'il fallait intégrer leur forme de rationalité limitée.

En revanche, pour M. Blanc, D. Barthélémy et moi-même, à part les agriculteurs du syndicat de paysans travailleurs qui était en train de se développer et le courant jaciste de Bernard Lambert, le reste du monde agricole était un milieu réactionnaire avec lequel on ne cherchait pas à établir de liens.

SUR QUELLES QUESTIONS DE RECHERCHE VOUS ÊTES-VOUS ENGAGÉ AU LABORATOIRE DE DIJON ?

À notre arrivée à Dijon, D. Barthélémy et moi avons suivi une suggestion d'A. Brun, chercheur déjà confirmé, en élaborant un « modèle soultes » pour évaluer le montant des soultes versées à leurs cohéritiers par des agriculteurs reprenant l'exploitation familiale. C'était un modèle démographique croisé avec la situation patrimoniale et familiale des agriculteurs. Ce modèle, lourd à manier, ne fournit que des résultats grossiers et il était purement empirique.

COMMENT EN ÊTES-VOUS VENU À VOUS INTÉRESSER AUX QUESTIONS FONCIÈRES ?

La raison est simple : c'est un point d'intersection entre Ricardo et Marx. Marx a repris la théorie de la rente différentielle de Ricardo, en ajoutant une seconde origine que les différences de

fertilité, et il a essayé de prolonger avec la théorie de la rente absolue, ce qui s'est soldé par un échec. Pour une grande part, la théorie de la rente foncière est la même chez Ricardo et chez Marx. Une manière de se faire accepter par la communauté des économistes agricoles, était donc de travailler sur la rente foncière dans la lignée de Ricardo, repris par Marx.

Le premier travail que j'ai fait portait sur « La rente d'exploitation et les pas de porte dans l'agriculture française », titre d'un article de 1971 qui a été traduit en japonais, mais n'a été publié en français que dans un ronéo Inra, forme de diffusion qui était habituelle dans le département ESR. Je pense que, dans cette publication, l'essentiel n'a pas pris une ride. L'idée est assez simple : le statut du fermage de 1946 limite la rente foncière qui est versée au propriétaire sous forme de fermage, et une partie de la rente foncière reste entre les mains du fermier en place. La motivation du législateur dans cette loi de 1946 était de développer l'appareil productif agricole après la Libération pour en finir avec les tickets de rationnement. Pour favoriser les investissements, il était nécessaire que le fermier empoche une partie de la rente foncière. De plus, il détient aussi une partie du droit de propriété qui se trouve être démembré entre le droit juridique du bailleur et une forme de droit à la terre du preneur. Car du fait du statut du fermage, on ne peut pas le mettre dehors sans son consentement. Il peut rester sur l'exploitation, ou la transmettre à un descendant, ou choisir son repreneur en lui cédant son droit à la terre moyennant une compensation sous forme de pas de porte. Le pas de porte est la capitalisation de la part de la rente foncière qui échoit au fermier.

Sur le plan factuel, la validation de cette théorie était difficile. Le caractère occulte des pas de porte rendait très aléatoire une enquête directe. J'ai donc adopté une méthode indirecte par enquête postale auprès d'organismes publics ou professionnels de l'agriculture et, dans un deuxième temps, en entreprenant une enquête sous forme d'interviews, auprès de notaires, experts fonciers et conseillers de gestion. Ce travail de terrain était cohérent

avec l'analyse théorique. Le prix des terres « libres » (sans fermier en place) est *grosso modo* égal à la somme du prix des terres « occupées » (avec fermier) et du pas de porte, capitalisation de la fraction de la rente foncière qui échoit au fermier.

LE COURS DE CES RECHERCHES A ÉTÉ INTERROMPU À L'AUTOMNE 1971 QUAND VOUS ÊTES PARTI EN ALGÉRIE POUR LE SERVICE NATIONAL. QU'Y AVEZ-VOUS FAIT ?

Je suis parti en septembre 1971 pour seize mois. J'ai été affecté à El Harrach au laboratoire d'économie agricole de l'Inra algérien dans lequel il y avait presque uniquement des coopérants, en tout cas des Européens, qui était dirigé par une femme que j'admire, Claudine Chaulat. Elle avait pris la nationalité algérienne. Sa thèse a été publiée dans un livre qui a eu un large écho, *La Mitidja autogérée*. Les autres chercheurs étaient peu ou prou marxissants. On s'est trouvé investis dans un travail qui m'a passionné.

À partir du début des années 1970, le gouvernement algérien a décidé de redistribuer aux petits fellahs les

anciens domaines coloniaux qui, dans un premier temps après l'indépendance, ont été autogérés. L'Inra Économie algérien a été chargé d'établir des critères sur le nombre d'hectares qu'il fallait pour permettre à un fellah de vivre correctement. Évidemment, ce n'était pas la même surface si c'était une terre en maraîchage irrigué, une arboriculture d'oliviers, en vigne, des céréales cultivées en sec, etc.

J'ai donc été amené à faire des études de terrain, avec une casquette officielle de représentant de la révolution agraire. On était reçus par le préfet (Wali) qui mettait à disposition de l'équipe de chercheurs et de techniciens voitures, voire petits avions quand il y avait besoin, et on allait sur le terrain pour faire des enquêtes sur les rendements, les prix pour déterminer qu'ici, 2 ha étaient nécessaires pour vivre correctement, mais que là, comme c'était irrigué un demi-hectare suffisait, etc. C'était passionnant parce que cela m'a permis de faire un travail de terrain directement auprès de paysans algériens. Ce n'était pas la grande révolution mais c'était une étape progressiste. L'essentiel de mon temps de coopérants a été consacré à ce travail.

EST-CE QUE VOTRE SÉJOUR EN ALGÉRIE, LE TEMPS ÉCOULÉ DEPUIS 1968, ONT CHANGÉ VOTRE RAPPORT À L'HISTOIRE ET À L'ACTION ? COMMENT CONCEVIEZ-VOUS LE RAPPORT ENTRE VOS TRAVAUX DE CHERCHEUR ET VOTRE ENGAGEMENT MILITANT ?

En arrivant à Dijon, je ne voulais pas travailler pour des agriculteurs, qui n'étaient pas dans le paysage de la révolution socialiste à venir. À mon retour d'Alger, je me suis engagé dans le militantisme, mais plutôt qu'aller rencontrer des agriculteurs, j'ai participé aux mobilisations du mouvement ouvrier des années 1970. Je suis allé participer à la grève de Lip, à Besançon, en 1973 ; j'ai vécu les piquets de grève, les assemblées générales de Charles Piaget. Je parle de Lip parce que c'était la grève emblématique, mais à la même époque, la lutte du Larzac contre le projet d'extension du camp militaire, et les mouvements anti-nucléaires (manifestation contre le projet de centrale nucléaire de Superphénix à Creys-Malville, en 1977) ont aussi été importants. C'était une attirance plutôt vers l'action radicale ouvrière que vers la paysannerie.



Juin 1979, à l'appel de la CGT - Inra, le personnel se réunit devant le siège de l'Inra, rue de Varenne, où se tient le Comité technique paritaire de l'institut. Légende de la CGT : « Le personnel de l'INRA assiste leurs délégués Comité technique paritaire de l'Inra pour s'opposer à la politique gouvernementale visant à mettre l'Inra au service des firmes agroalimentaires. » Le slogan sur la banderole est explicite : « Non à l'EPIC. Non au démantèlement de l'Inra. Non aux filiales ».

© INRAE / CGT Inra - Secréariat national



Fin des années 1970, manifestation des personnels de l'Inra, ici sous la banderole de la CGT, à Paris devant le musée Beaubourg, contre la politique de recherche du gouvernement de Raymond Barre.

© INRAE / CGT Inra, Secrétariat national

EN MARGE DE VOTRE TRAVAIL DE RECHERCHE, VOUS ÉTIEZ DÉJÀ ENGAGÉ DANS LE MILITANTISME. QUE VOULEZ-VOUS NOUS DIRE DE VOS ACTIVITÉS SYNDICALES, POLITIQUES ET ASSOCIATIVES ?

Je me suis syndiqué à la CGT en 1968, et je le suis resté jusque vers 1985-1986. Mes premières mobilisations ont été pour la titularisation des catégories B et C de la nomenclature de la fonction publique (des ouvriers des domaines expérimentaux de l'Inra aux techniciens de laboratoire) qui étaient jusque-là contractuelles. La revendication de leur titularisation comme fonctionnaires a amené à une mobilisation assez forte au début des années 1970, allant jusqu'à l'occupation du siège de l'Inra lors de laquelle nous avons séquestré Jacques Poly.

Avec Hervé Ossard, un camarade un peu plus jeune que moi, également militant à la LCR, qui avait aussi fait l'Agro et a ensuite été recruté au département Économie de l'Inra à Paris, on a animé ce qui était un groupe informel dans le syndicat national CGT Inra. Informel, pour ne pas dire clandestin parce que le droit de fraction, de tendance n'existait pas dans la CGT.

Mes activités militantes étaient alors multiples. Celle qui a été la plus en prise

avec l'Inra a été ma candidature comme tête de liste aux élections municipales à Dijon en 1977, sur une liste d'unité de l'extrême gauche (avec le groupe Lutte ouvrière). Nous avons obtenu plus de 5 % des suffrages (ce qui a permis le remboursement des dépenses électorales). Être tête de liste trotskiste dans une campagne électorale officielle et obtenir un bon résultat forçait le respect. Cela a contribué à peser en ma faveur dans les débats internes au département ESR sur la question agraire. D'autres activités militantes dijonnaises ou nationales se rajoutaient, mais avec peu de liens avec l'Inra. Il s'agissait, en particulier, au plan national, de l'animation du mouvement *gay* (on disait « homo ») dont j'étais un des principaux leaders à ce moment-là, et au plan local de la participation au mouvement féministe.

À l'Inra, en 1978, la deuxième grande mobilisation syndicale a été contre la tentative de transformation de l'Inra, qui était un établissement public, en établissement public industriel et commercial (EPIC), ce qui était perçu comme un pas vers une privatisation. Entretemps, je faisais mon travail de syndicaliste. Je suis allé à des congrès, par exemple le congrès des cadres de la CGT, l'UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres, techniciens, et agents de maîtrise), où je défendais les positions

habituelles de la gauche de la gauche : échelle mobile des salaires, augmentation uniforme des salaires, etc.

EN CE MILIEU DES ANNÉES 1970, VOUS PRENIEZ PART AUX DÉBATS THÉORIQUES QUI, À L'INRA, ANIMAIENT LES ÉCONOMISTES MARXISTES. VOULEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER VOTRE POSITIONNEMENT ?

La thèse dominante chez les économistes marxistes de l'Inra au milieu des années 1970 était la théorie de la petite production marchande. C'est l'idée que si le capitalisme ne s'est pas développé en agriculture, c'est parce qu'il y avait un mode de production plus performant, parce que l'agriculture était faite de petites structures, parce qu'il y avait l'obstacle foncier, parce qu'il n'y avait pas d'économies d'échelle. Cela ne permettait pas l'éclosion de grandes exploitations capitalistes. La thèse de nombreux chercheurs du département ESR (et de l'université) était que le capitalisme ne pouvait pas s'implanter dans cette petite production marchande, qui était un mode de production stable.

En 1973, après ma réussite au concours de chargé de recherche (2^e classe), j'ai été en polémique ouverte contre cette thèse. Dans « La réponse marxiste à la question agraire », j'ai développé l'idée

que le capitalisme se développe au détriment de l'agriculture, mais qu'il ne le fait pas dans le cœur de l'agriculture elle-même. Il le fait par exemple quand on remplace le cheval de labour par un tracteur. Le cheval de labour c'est clairement de l'artisanat agricole, le tracteur c'est Renault. Ou quand on remplace le fumier de l'étable par des pesticides produits par l'agrochimie. C'est en rognant l'agriculture par les deux bouts, l'amont et l'aval, car c'est la même chose au niveau de la distribution alimentaire, que le capitalisme tisse sa toile d'araignée, se développe. En même temps, il y a des formes d'intégration verticale et une croissance de quelques grandes exploitations capitalistes. Au total, ce qu'on a appelé l'exploitation familiale à 2 UTH³ dans la loi d'orientation de 1962, existe de moins en moins. Le capital tend, progressivement, à déstructurer les éléments de la production agricole pour les réorganiser à sa manière.

C'est ainsi que mes réflexions théoriques me conduisaient au rejet de la thèse de la petite production marchande. Je reformulais alors ma problématique autour du concept de décomposition de la paysannerie, dans une approche que je crois plus conforme à la démarche marxiste, en opposition ouverte avec la théorie de la petite production marchande. Il y avait des points d'achoppement importants avec cette dernière, sur lesquels je me retrouvais d'accord avec des collègues qui n'étaient pas marxistes, appartenant au courant traditionnel d'agro-économistes de l'Inra. Pour Jean-Marc Boussard, par exemple, il existe des économies d'échelle en agriculture qui jouent en faveur de la concentration dans de grandes exploitations. Il a passé une grande partie de son temps à polémiquer contre les marxistes apôtres de la petite production marchande. Sur ce point, j'étais en accord avec lui, le néo-classique, plus qu'avec des marxistes défendant la thèse de la petite production marchande.

Cela m'a conduit à définir la petite production marchande non pas comme un mode de production stable, durablement articulé avec le capitalisme mais,

³ Unité de travailleur homme.

au contraire, comme une forme en devenir, en régression perpétuelle. Elle porte en germe la prolétarianisation de la masse des travailleurs qui la composent, la transformation en entreprises capitalistes d'une petite partie d'entre elles et le bouleversement, d'une génération à l'autre, de ceux qui restent petits producteurs. La petite production marchande est une forme instable, transitoire, appelée à se décomposer.

Sur cette question du développement du capitalisme dans l'agriculture, j'avais des convergences de vues avec les développements de chercheurs de l'IREP (Institut de recherche Economique et de Planification) à Grenoble, j'ai eu des bonnes relations en particulier avec Amédée Mollard.

Le débat théorique autour de la nature des rapports de production en agriculture a perdu de son acuité au tournant des années 1970-1980. C'est un peu regrettable, même si les débats des années 1970 étaient détestables dans leur forme, cet effort de réflexion théorique était profitable pour nourrir des recherches plus appliquées.

Ex post, ces querelles ont-elles mal vieilli ? Le marxisme a été une bonne école pour penser, même si, en tant qu'école de pensée, il a donné lieu à des dérapages. Par exemple, la question agraire a occupé des générations de marxistes depuis Lénine et Kautsky qui ont tenté de répondre à la question du non-développement du capitalisme dans l'agriculture. Son examen a été plein d'enseignements. Le plus intéressant fut de montrer que ce n'étaient pas les réponses qui étaient fausses, mais la question elle-même, comme l'avait montré Gaston Bachelard dans *La formation de l'esprit scientifique*. Les marxistes se demandaient pourquoi le capitalisme ne se développait pas dans ce qu'on nommait l'agriculture, sans interroger cette notion. Ce faisant, ils ont buté durant trois quarts de siècle sur l'archétype du piège épistémologique de G. Bachelard : faute de définition de l'agriculture, on la limitait aux activités dont les rapports de production capitalistes ne s'étaient pas emparés, et seulement à celles-ci, renvoyant à d'autres secteurs (chimie, machinisme

agricole, IAA⁴, etc.) toutes les autres productions dès lors que la forme salariale classique y prévalait. Si bien que si le capitalisme ne se développait pas dans l'agriculture, c'était tout bonnement par définition !

L'enracinement d'une réflexion théorique dans l'observation de la réalité de la région charolaise m'a peut-être aidé pour éviter certains dérapages. « Le Charolais » était ma « paillasse » que pour garder une posture marxiste correcte, je ne souhaitais pas abandonner.

À PARTIR DE CE POSITIONNEMENT, POURRIEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER CETTE PAILLASSE EMPIRIQUE ?

J'ai entrepris des études historiques qui partent de l'histoire concrète du secteur agricole, en la replaçant dans celle de la formation sociale dans son ensemble. J'étudiais non seulement la France, pour des raisons évidentes, mais aussi l'Allemagne. L'Allemagne, avec les grandes fermes « capitalistes » des hobereaux prussiens, et l'Angleterre, où les « enclosures » et la prolétarianisation massive des paysans et artisans ruraux, ont connu des histoires agraires particulières. Ce sont les pays que j'avais retenus parce que les sources, aussi bien statistiques que l'analyse marxiste, y étaient abondantes.

Pour ce qui concerne la France, tout en gardant un œil sur les questions foncières et de prix de la terre, je me suis dirigé vers une étude des groupes sociaux et du système régional charolais dans l'Auxois en particulier, mais ensuite dans l'ensemble de la région charolaise.

L'enracinement d'une pensée théorique dans l'observation de la réalité est une nécessité épistémologique (tout en veillant à ne pas s'enliser dans l'empirisme) car c'est ainsi que l'on évite les dérapages idéologiques. À une époque où la réalisation de monographies régionales de systèmes agraires constituait un exercice en vogue pour le courant marxiste, c'est à la demande de la Région Bourgogne que démarrèrent mes travaux sur le Charolais. L'objectif était de connaître et d'expliquer le devenir des couches sociales en les situant dans leur

⁴ Industries agroalimentaires.

contexte économique d'ensemble. J'ai choisi l'Auxois comme terrain d'observation parce que se présentait une opportunité de faire financer la collecte des informations par le Conseil régional de Bourgogne. Plus fondamentalement, ce choix s'est fait à cause des particularités de cette région : l'Auxois, grenier à blé dijonnais au XIX^e siècle, est devenu une zone « à problèmes » après avoir connu une période prospère avec l'élevage, l'embouche et la sélection de bovins Charolais. C'était un système très atypique par rapport au mouvement d'intensification que connaissait l'Ouest, la Bretagne, les Pays de la Loire, etc. C'était une forme de production qui n'était pas le capitalisme, il n'y a pas de doute, qui n'était pas non plus la petite production marchande comme certains marxistes en ont fait la théorie.

J'ai fait cette étude de manière besogneuse, en allant dépouiller les recensements de l'agriculture de 1942 à 1970, en passant par le recensement de 1955, les enquêtes de 1963 et 1967. J'allais en mairie, où les questionnaires individuels étaient archivés, et je faisais mon dépouillement exploitation par exploitation. Sans informatique à cette époque, ce travail de dépouillement était manuel.

C'était une étude d'histoire économique, de l'évolution de ce système de production depuis le XIX^e siècle jusqu'à nos jours. J'y retrouvais du foncier, en ce sens que ce système de production reposait largement sur la rente foncière, soit la rente des emboucheurs qui exploitaient des prairies d'embouche rares, soit des quasi-rentes : les rentes des sélectionneurs et celles des négociants. Donc j'ai gardé un intérêt pour les questions foncières à cette époque-là. Une publication de synthèse dans les *Cahiers d'économie et sociologie rurales* retrace l'histoire économique et sociale de cette région charolaise sur un siècle et demi.

En relisant ces travaux, je reste partagé. Les théorisations marxistes sont discutables mais on a aujourd'hui trop facilement tendance à les rejeter indistinctement sans en trier le bon grain. Par ailleurs, le travail de terrain est un patrimoine : plus tard, dans les années 1990, j'ai eu l'occasion de mobiliser à nouveau les contacts et le savoir acquis

en Charolais pour répondre au ministère de l'Agriculture qui s'interrogeait sur les effets régionaux de la réforme de la PAC.

VOS TRAVAUX SONT TRÈS PROCHES DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE EN HISTOIRE ÉCONOMIQUE, NOTAMMENT DE L'HISTOIRE RURALE À LA FRANÇAISE QUI POSE DES QUESTIONS SUR LES ÉVOLUTIONS DES PRIX, DE LA RENTE, DES DISTINCTIONS SOCIALES DANS LE MONDE RURAL. À CETTE ÉPOQUE, CES DÉBATS ÉTAIENT TRÈS VIVANTS DANS LE MONDE UNIVERSITAIRE, CE N'ÉTAIT PAS TROP LE CAS À L'INRA. QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Je suis parfaitement d'accord. Dans les lectures qui m'ont influencées, il y avait les travaux d'histoire économique, ceux d'Edmond Malinvaud par exemple, des travaux d'histoire longue des comptes de l'agriculture. Ou encore l'histoire économique et sociale de la France publiés dans des ouvrages dirigés par Labrousse et Braudel, à nouveau de l'histoire quantitative. Ces livres faisaient partie de mon pain quotidien de lectures. La raison de cette coupure de l'Inra avec le monde universitaire tient au recrutement des économistes. Le recrutement à l'Inra était alors la chasse gardée des Agros, très peu d'universitaires y entraient. On était dans un monde un peu clos qui ronronnait tranquillement en liaison avec les cabinets ministériels, les directions administratives du ministère de l'Agriculture, les organisations professionnelles, etc. Ce n'est qu'avec le passage de l'Inra au statut d'EPST, que le mode de recrutement a changé. Il s'est produit une vraie ouverture universitaire.

EN 1981, LA GAUCHE EST ARRIVÉE AU POUVOIR, ET CELA A ÉTÉ POUR VOUS UN FACTEUR DE CHANGEMENT CONSIDÉRABLE DE VOTRE TRAJECTOIRE. VOULEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER ?

Le changement de 1981 a eu son pendant dans le cercle des économistes de l'Inra avec qui je débatais. En 1983, j'ai publié un article dans *Économie rurale*, « Le bilan de quinze ans de leadership marxiste » que j'ai présenté à un

séminaire de la SFER⁵, et qui d'ailleurs a été bien apprécié par D. Bergmann. Mon propos était de dire : « Maintenant, on a une traversée du miroir, les économistes de gauche du département ESR sont, pour beaucoup d'entre eux, passés aux affaires, ils se sont retrouvés dans des postes de responsabilité ou dans des cabinets ministériels. Voyons ce qu'ils vont faire à présent pour transformer le monde à partir de ce qu'ils ont dit précédemment ». Je gardais mon quant-à-soi, je restais adhérent à la LCR, je ne cherchais pas à transformer ce monde-là parce que je ne me reconnaissais pas dans cette orientation politique.

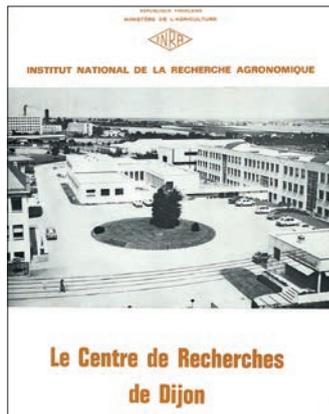
La raison de mon évolution ultérieure se situe entre 1983 et 1985. J'ai changé mon point de vue : finalement, la révolution socialiste est impossible, ce n'est pas pour notre génération ; certes, elle se produira, Marx a raison, mais beaucoup plus tard. Or, je ne suis pas un apôtre des causes perdues, j'ai démissionné de la LCR au milieu des années 1980. Ce changement a trouvé sa racine dans le tournant vers l'austérité du gouvernement de Pierre Mauroy, en 1983. En 1981, dans le programme commun de gouvernement, avec des communistes au gouvernement, on pouvait espérer non pas quoi que ce soit de ce gouvernement (je restais trotskiste sur ce plan), mais que cela aiderait à la radicalisation de la classe ouvrière et qu'on repartirait vers la grève générale. Avec le tournant vers l'austérité de 1983, le contraire s'est produit : sortie du Parti communiste du gouvernement, crise du militantisme de l'extrême-gauche, inversion du rapport de forces entre la classe ouvrière et les dirigeants au gouvernement.

EN CE DÉBUT DES ANNÉES 1980, LE DÉPARTEMENT ESR ÉTAIT LUI-MÊME EN PLEINE TRANSFORMATION. COMMENT L'AVEZ-VOUS PERÇUE ?

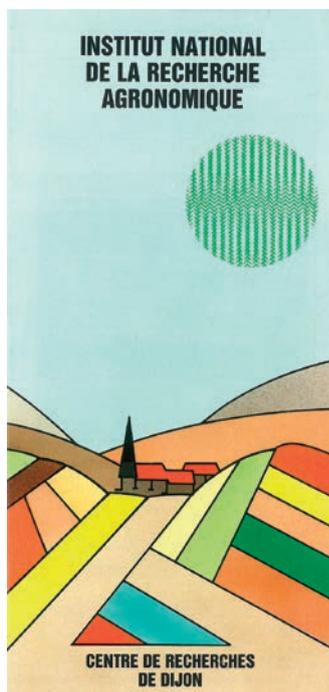
Entre le départ de D. Bergmann en 1972 et l'arrivée de Bernard Vial comme chef de département en 1981, il y a eu une certaine confusion à la tête du département ESR, dont le signe a été la succession de trois chefs de département, Marcel Mazoyer, Jean-Claude Tirel puis

⁵ Société française d'économie rurale.

Couverture d'un document de 1981, présentant le centre Inra de Dijon.



© INRAE



© INRAE

Plaquette de présentation du Centre Inra de Dijon au début des années 1980.

Bernard Vial. Changer de chef tous les deux ans montre que quelque chose ne tourne pas rond. Nommé chef de département par Jacques Poly en 1981, Bernard Vial avait une vraie politique. Il est resté deux ans à ce poste ; il a ensuite été aspiré par Michel Rocard, d'abord dans son cabinet au ministère de l'Agriculture puis à la Direction de la production et des échanges (DPE). Après son départ de l'Inra, il restait un homme influant compte tenu de ses responsabilités. Étant aux affaires à la DPE, il s'est probablement rendu compte que le département ESR n'apportait rien pour diriger la politique des échanges de l'agriculture française. Edmond Malinvaud a également joué un rôle important dans cette période. Directeur général de l'INSEE, il était le seul économiste dont on disait qu'il était nobélisable. Aucun ministre de l'Économie

ne se hasardait à contredire Malinvaud, c'était réellement quelqu'un d'intouchable. Il a été coopté au conseil scientifique de l'Inra par Jacques Poly, qui en a fait son conseiller sur le plan économique, y compris pour les recrutements. Je pense que c'est là que s'est noué le renversement de politique scientifique du département ESR.

DANS CES ANNÉES 1980, VOUS ÉTIEZ AUSSI TRÈS IMPLIQUÉ DANS L'ENSEIGNEMENT. QU'EST-CE QUI VOUS Y A INCITÉ ?

Dijon est une ville où l'enseignement supérieur agronomique est très développé : école d'application des écoles d'agronomie, ENSSAA, option économie rurale dans le DEA Politique et analyse économique, DESS agroalimentaire, école d'ingénieurs, ENITA avec scolarité prolongée au niveau bac+5, institut de formation permanente : INPSA. Au total, chaque année, cinquante ou soixante étudiants ont fait des études spécialisées en économie rurale à un niveau bac+5 ou bac+6.

Or, je considère que l'enseignement de niveau troisième cycle constitue le cadre privilégié de valorisation de la recherche. De plus, à ce niveau universitaire, l'enseignement ne se limite pas à une restitution descendante de connaissances issues de la recherche : il devient lui-même une activité de recherche. D'ailleurs, plusieurs de mes publications Inra ont été rédigées comme photocopies d'enseignement et le travail d'encadrement de mémoires de fin d'études alimentait directement mes travaux de chercheur.

Pour ces raisons, et dans le contexte dijonnais, les activités d'enseignement ont occupé dans les années 1970-1980 une part non négligeable de mon temps (10-15 % environ). Il s'agissait soit de cours, soit de l'encadrement de mémoires soit enfin de la participation à l'administration de l'enseignement.

POURQUOI, AU MILIEU DES ANNÉES 1980, AVEZ-VOUS PENSÉ UTILE D'ORIENTER LES RECHERCHES ÉCONOMIQUES DE L'AGRICOLE VERS LE RURAL ?

En 1982, quand j'ai été nommé directeur de la station de Dijon (je le suis

resté jusqu'en 1988) en remplacement d'André Brun, qui lui-même avait succédé à Michel Petit, mon objectif était de faire de la station le contraire d'un simple lieu d'accueil administratif, comme l'étaient la plupart des laboratoires de chaire des écoles d'agronomie, mais une unité scientifiquement vivante organisée dans un collectif scientifique. La station a ainsi gagné en homogénéité, en occasions de débats scientifiques. Cette politique a commencé à porter ses fruits et à être reconnue par nos collègues universitaires dans la deuxième moitié des années 1980.

QUELLE ORIENTATION SCIENTIFIQUE POUVAIT-ELLE PERMETTRE D'HOMOGÉNÉISER LE COLLECTIF DIJONNAIS DE CHERCHEURS ?

La logique a été assez simple : partant de l'Auxois, je suis arrivé au Charolais. Et en discutant avec mes collègues Pierre Daucé qui travaillait sur la Bretagne et Philippe Perrier-Cornet sur la Franche-Comté, on trouvait intéressant de comparer les systèmes de production régionaux différents, d'en faire une histoire avec des statistiques de comptes départementaux de l'agriculture de 1955 aux années 1980. Au-delà de ces trois systèmes régionaux, on a eu l'idée d'élargir (Massif central, système viticole du Languedoc). Ainsi, on aurait, brique par brique, une vision des systèmes régionaux de production agricole. Mais le projet, trop ambitieux, n'est pas allé à son terme : seuls Charolais, Bretagne et Franche-Comté ont donné lieu à une véritable histoire comparative, publiée dans les *Cahiers d'économie et de sociologie rurales*.

Ainsi, s'est esquissée une trajectoire vers l'économie régionale. C'était aussi le moment où j'ai été promu directeur de recherche (novembre 1986). J'ai voulu voir comment se situaient les travaux régionaux de l'Inra par rapport à ce qui se faisait à l'université.

En 1987, on a entrepris, avec Bertrand Schmitt, un dépouillement exhaustif des travaux du département Économie et sociologie rurales sur le champ de l'économie régionale, locale et territoriale, en comparaison de références d'économie régionale non agricole (thèses, ouvrages, articles) qui ont également été identifiées, et pour partie

étudiées. Une conclusion paradoxale se dégageait : l'économie régionale n'existait pas à l'Inra. Presque toutes les références Inra répertoriées concernaient la production agricole – certes territorialisée – ou l'étude de systèmes agraires, sans lien avec l'économie régionale et spatiale universitaire. Si bien que, par exemple, dans la thèse d'A. Rallet qui faisait autorité sur les disparités interrégionales, une seule référence sur un millier concernait l'économie agricole (thèse de Pautard J., 1965). Les manuels de référence d'économie régionale, comme ceux de Philippe Aydalot ou de Claude Lacour *et al.*, ignoraient l'agricole ou le rural. La production de l'Inra, malgré sa prolificité, était enfermée dans un ghetto. Cette investigation lourde dans la littérature avait pour objectif d'amener l'équipe des économistes dijonnais et d'autres collègues du département à opérer un tournant vers l'économie régionale universitaire pour analyser les espaces ruraux, compte-tenu de l'importance que la question commençait à prendre dans les débats sociaux. C'est donc en tant qu'animateur, coordinateur, directeur des travaux de jeunes chercheurs, ou encore en tant qu'expert que je m'y suis investi autant sinon plus que par mes recherches

personnelles. J'ai pris la responsabilité de la dominante économie agricole et rurale du DEA Politique et analyse économiques de l'université de Bourgogne en 1989, et assuré la direction de plusieurs thèses.

AU TOURNANT DES ANNÉES 1980-1990, AU LABORATOIRE DE DIJON S'EST ÉLABORÉE UNE NOUVELLE PROBLÉMATIQUE SCIENTIFIQUE SUR LES ESPACES RURAUX. EN QUOI A-T-ELLE ÉTÉ NOVATRICE ?

Le passage de l'agricole au rural (comme nous l'avons qualifié) fut une vraie rupture. Alors que les travaux sur les systèmes productifs régionaux agricoles ne concernaient que 10 % de ménages ruraux agricoles, il fallait intégrer les 90 % restants. Pour cela, il fallait une bonne connaissance du champ disciplinaire de l'économie spatiale régionale.

Les mutations des espaces ruraux, étudiées depuis le début des années 1980 montraient que, globalement, les communes rurales avaient un solde migratoire positif qui interrompait le mouvement séculaire d'exode rural. Les termes de « périurbanisation » ou de « rurbanisation » ont été inventés. Mais ces termes étaient insuffisants

pour décrire, *a fortiori* expliquer, la réalité française car Dans leur immense majorité, les territoires ruraux étaient sous influence directe des villes ; ils attiraient non seulement des résidents périurbains, mais aussi des retraités, des touristes, des résidents secondaires. Mais cette conclusion ne valait pas explication : elle restait très descriptive. L'invitation à intervenir en séance plénière au VII^e congrès de l'Association européenne des économistes agricoles (EAAE) à Stresa (Italie), en 1993, nous donna l'occasion d'apporter des premiers résultats théoriques et de mieux définir les perspectives, avec une communication sur les nouvelles fonctions de l'espace rural. On était jusque-là dans une conception de l'espace rural comme un espace agricole en régression : l'exode rural. Or, il y a des dynamiques, en particulier démographiques, qui sont positives et qu'il s'agit d'expliquer. Pour cela, la sortie de l'agro-économisme traditionnel de l'Inra et celle du ghetto des systèmes régionaux agricoles a été salutaire : c'est alors la discipline économique, dans ses développements universitaires généraux, en particulier la théorie microéconomique, qui a été mobilisée. Il fallait sortir de « l'agricolo-agricole ». Dès 1978, avec son célèbre rapport *Pour une agriculture autonome et économe*, J. Poly a impulsé cette



© INRAE

Site du centre Inra de Dijon dans les années 1980.

évolution de la thématique de l'institut pour sortir de l'agricole, de la même manière qu'il voulait qu'on aille vers l'environnement, la consommation, les industries, etc.

Les migrations vers le rural résultent de demandes résidentielles, récréatives, environnementales qui sont satisfaites dans ces espaces. Ces demandes (qui s'analysent dans le cadre de la théorie du consommateur) concernent des biens immobiliers (site, paysage). Il faut donc, pour les satisfaire, que les consommateurs se déplacent définitivement (migration résidentielle) ou temporairement (migration récréative). Ces mobilités ont été étudiées au niveau microéconomique dans une thèse que j'ai dirigée, par Florence Goffette-Nagot, qui éclairait les déterminants de la périurbanisation. La thèse de Cécile Detang-Dessendre, dont j'étais également directeur, a été consacrée aux déterminants microéconomiques de l'exode des jeunes ruraux.

Au niveau dijonnais, cette évolution était aussi liée au recrutement de P. Daucé comme professeur d'économie à l'ENSSAA. Comme il avait travaillé sur les systèmes agricoles régionaux, sur des questions de dynamique spatiale, il s'est trouvé en prise avec l'évolution que j'impulsais de mon côté, que Philippe Perrier-Cornet impulsait aussi à partir de ses travaux sur le système productif régional franc-comtois

avec des rentes d'appellation fromagère. À nous trois, nous avons eu un rôle moteur pour impulser cette dynamique pour aller de l'agricole vers l'économie régionale rurale. Ce n'est qu'à l'issue de ce processus de conversion, qui a duré cinq ou six ans, que l'unité dijonnaise a adopté une dynamique clairement universitaire.

Cela s'est fait avec d'autres laboratoires des départements ESR et SAD, avec Jean-Pierre Deffontaines par exemple, avec qui j'ai copiloté, entre 1989 et 1993, le comité scientifique du projet GER (Gestion de l'espace rural) du programme Agrotech. Le colloque de clôture, en novembre 1993, a marqué une étape dans les travaux sur la gestion des espaces ruraux : la réunion de plus de 200 chercheurs venant d'institutions et de disciplines diverses a déclenché des synergies et montré aux partenaires de l'institut l'existence, l'importance et la qualité des travaux d'économie régionale de l'institut.

Le champ thématique des espaces ruraux m'a également occupé au niveau national, avec des articles de synthèse, la coordination d'activités éditoriales et diverses actions de transfert. Un numéro spécial d'*Inra Sciences sociales* publié au moment du débat national sur l'aménagement du territoire et dont j'ai assuré l'édition, a permis de faire connaître les travaux du département sur *Villes et campagnes* :

vers de nouveaux équilibres. La *Revue d'économie régionale et urbaine* (RERU) a consacré un numéro spécial en 1995 au thème des espaces ruraux dont j'ai assuré la responsabilité éditoriale avec Hubert Jayet, professeur d'université à Lille, ce qui illustre les liens nouveaux avec des universitaires et un passage du monde agricole à celui de l'économie régionale.

VOS NOUVELLES ORIENTATIONS ONT SOUTENU AUSSI L'EXPERTISE PUBLIQUE SUR L'AVENIR DES RÉGIONS. AVEC QUI ET COMMENT CELA S'EST-IL FAIT ?

Menée de 1993 à 1995, l'Action incitative programmée (AIP) « Nouvelles fonctions de l'agriculture et de l'espace rural » a été un prolongement naturel d'Agrotech pour lequel j'ai obtenu la participation de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), pour un budget modeste mais symboliquement important.

Les travaux de transfert et d'expertise dans les domaines de l'économie régionale agricole, des espaces ruraux ou des questions foncières ont eu une importance croissante aux débuts des années 1990. Je retiendrai particulièrement ceux de la DATAR (groupe de prospective rurale) et du Commissariat général du plan (Atelier régional rural du 11^e Plan). À la DATAR, Jean-Louis Guigou a relancé les travaux de prospective territoriale, en sommeil jusque-là, en faisant fonctionner durant quatre ans des groupes thématiques de prospective dans des travaux assez lourds : réunion mensuelle de plusieurs dizaines d'experts, gestion d'appels d'offres importants, édition de deux ouvrages, le premier sous la direction de Bernard Kayser, professeur de géographie à Toulouse et le second dont j'ai été un des éditeurs, etc. La préparation du 11^e Plan par le commissariat général au Plan (CGP), plus concentrée dans le temps a été intense (jusqu'à trois réunions par mois dans l'atelier présidé par Jean-François Hervieu, président de l'APCA). Dans les deux cas, il s'agissait de transfert au sens premier du terme. Dans ces travaux, d'un côté, j'étais au cœur du dispositif d'État qui réfléchissait à l'aménagement du territoire (DATAR), ou des mécanismes de



Photographie publiée en illustration d'un article de presse du quotidien régional *Le Bien Public* dans la rubrique « Parlons-en... La recherche à l'Université », sous le titre « Portes ouvertes à l'INRA pour la première fois depuis 10 ans ! ». Jean Cavaillès, au centre le bras en avant, avec les directeurs d'unité de recherches du Centre Inra. Salle de conférence de l'Inra, rue Sully, le 7 janvier 1982.

concertation entre groupes sociaux pour la gestion des territoires ruraux (CGP). Je disposais donc en temps en réel des informations, des questions et des problèmes de la société. De l'autre côté, j'apportais des méthodes de pensée, des cadres d'analyse, des connaissances ou des hypothèses de recherche qui se sont révélées utiles à ces travaux : la DATAR avait intégré la réalité d'un renouveau des espaces ruraux sans avoir le cadre économique permettant de l'analyser, le Plan avait initialement une entrée trop agricole du rural, etc.

Il s'agissait de réflexions d'économie prospective où j'ai retrouvé Jean-Louis Guigou, devenu directeur de la DATAR, qui avait fait ses débuts de professeur d'économie à Dijon avant 1968. Les discussions étaient passionnantes, avec des personnes de grande qualité. La prospective, c'est du brainstorming entre intellectuels. On se faisait plaisir à imaginer des scénarios, à repérer des signaux faibles, etc. La préparation du Plan s'est faite avec le géographe Bernard Kayser.

À LA FIN DES ANNÉES 1980, POUR QUELLE RAISON AVEZ-VOUS ENTREPRIS UNE NOUVELLE FORMATION À L'ÉCONOMIE ?

En 1986, j'avais été promu DR2 et j'étais dans une période un peu incertaine de réflexions. J'avais notamment mis de côté mon engagement politique. C'est pour cela que j'ai suivi l'année de formation au CEPE (Centre d'études des programmes économiques), suivant ainsi une proposition de J. Cranney. C'était un cycle d'un an de formation très intensive avec tout le programme de l'ENSAE (École nationale de la statistique et de l'administration économique), école des administrateurs de l'Insee. Les cours allaient des aspects les plus barbants comme la comptabilité nationale, jusqu'à la microéconomie, l'économétrie, les modèles macroéconomiques, la gestion, la politique économique : c'est l'ensemble du champ de la discipline économique, dans une optique assez formalisée et à *input* d'économie quantitative. C'est cette année-là que je suis vraiment devenu économiste.

L'Insee mettait à disposition de cette formation ses meilleurs spécialistes.

Les promos étaient toutes petites, d'une douzaine ou d'une quinzaine de personnes. Il y avait au moins six heures de cours par jour et des travaux dirigés à préparer le soir. C'était du bachotage de type prépa, parce qu'il fallait en un an boucler le programme de l'ENSAE. Cela m'a donné des outils, y compris pour encadrer des thèses, comme celles de F. Goffette-Nagot et de C. Detang-Dessendre.

QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR CETTE ÉVOLUTION PROFONDE DE VOS PROBLÉMATIQUE ET POSTURE SCIENTIFIQUES ?

Dans le programme de recherche collectif de l'unité dijonnaise, on trouve la posture épistémologique déjà adoptée lors de mes travaux sur le Charolais et sur le prix des terres : combinaison d'une pensée théorique et de l'induction avec, maintenant, le souci de faire fonctionner le pôle théorique selon la méthode hypothético-déductive. C'est ce cadre théorique qui définit les économistes mais la théorie ne sort pas toute armée du cerveau : elle se nourrit de perceptions de la réalité, de représentations, d'observations ou de faits stylisés. Il faut donc une culture et un savoir pré-scientifique du champ, une insertion parmi des connaisseurs du terrain, une connaissance des travaux déjà réalisés.

La microéconomie est au cœur de cette démarche de recherche. Mais elle ne suffit pas dès lors qu'il s'agit d'expliquer une réalité localisée dans l'espace. Ma formation initiale marxiste s'est révélée utile pour construire des cadres théoriques synthétiques et globaux. Par exemple, en ce qui concerne les localisations des activités dans l'espace, on explique habituellement les spécialisations régionales par des avantages comparatifs. Pour bien le faire, il faut dépasser la querelle d'école entre avantages comparatifs au sens néoclassique (premier type), ricardien (deuxième type) et au sens institutionnaliste moderne (troisième type). Il faut ainsi élargir l'analyse à l'ensemble des avantages comparatifs qui existent pour la production des biens peu mobiles résultant de demandes nouvelles adressées à l'espace rural.

Dans cette trajectoire, contrairement à ce que certains pensent, je ne suis pas devenu un économiste néo-classique. L'économie néo-classique n'est pas capable d'intégrer l'espace, comme le démontre le théorème d'impossibilité spatiale de Starrett. Dès lors qu'il y a des coûts de transport d'un lieu à l'autre, le modèle Arrow-Debreu, cathédrale du néo-classicisme, ne fonctionne plus. Néanmoins, il est vrai que j'ai intégré le raisonnement marginaliste des néo-classiques. Mais il vient directement de Ricardo et de Von Thünen, qui est le deuxième père historique de la théorie de la rente foncière, et qui est considéré comme le père du marginalisme. Donc je n'ai eu aucun problème pour reprendre le marginalisme appliqué à l'économie urbaine. L'économie urbaine, c'est la théorie de « l'État isolé » de Von Thünen mais retournée comme un gant. Au lieu d'expliquer la répartition en cercles de cultures autour d'une ferme centrale dans un domaine agricole prussien, ce sont des cercles d'activités productives et résidentielles autour d'un centre des affaires qui sont expliqués par un *trade-off* entre coûts de déplacement ou de transport et coût foncier. Ce raisonnement marginaliste appliqué à l'espace, agricole ou urbain, n'a pas de contenu idéologique comme la théorie néo-classique qui repose sur une théorie de la valeur, la valeur utilité, que je ne reprends pas, lui préférant la théorie de la valeur travail (d'Adam Smith à Ricardo puis à Marx). L'assimilation du raisonnement marginaliste et de l'école néo-classique est une erreur souvent faite, mais comme il y a des accointances entre les deux, je comprends qu'on puisse me faire le reproche d'une conversion au néo-classicisme.

EN TANT QU'ADJOINT DE CLAUDE VIAU, QUELLES ONT ÉTÉ VOS ACTIVITÉS À L'INRA ?

J'ai été nommé chef adjoint du département ESR en avril 1990, fonction devenue lourde dès lors que le chef de département, Claude Viau, a cumulé cette fonction avec celle de directeur scientifique (à partir de 1991). Durant cette période qui est allée jusqu'à ma nomination comme chef de département (septembre 1994), ma fonction

impliquait de combiner des activités d'animation scientifique, de transfert et d'expertise et de gestion du département ESR.

POURRIEZ-VOUS ÉVOQUER VOS DIFFÉRENTES ANIMATIONS SCIENTIFIQUES ?

En même temps que j'ai fait le CEPE, j'ai commencé à avoir des responsabilités d'animation, à réaliser des opérations intersectorielles de type AIP pour monter en puissance, pas simplement au niveau du département ESR mais de celui de l'Inra. Mon année de formation au CEPE a été pour moi une ouverture sur l'économie universitaire. Au titre des activités d'animation, d'expertise et de transfert, j'ai déjà parlé de l'AIP Agrotech qui a été prolongée par l'AIP Nouvelles fonctions de l'agriculture et de l'espace rural, menée de 1993 à 1996. Cette AIP a mobilisé de nombreuses unités des départements ESR et SAD. Parallèlement, l'AIP Réforme de la PAC (1991-1994), à l'animation de laquelle j'ai aussi contribué, a fortement mobilisé le département (40 chercheurs) et elle s'est clôturée par un colloque qui a eu un fort impact auprès de partenaires de l'institut.

Si les AIP Agrotech et « Nouvelles fonctions des espaces ruraux » marquaient un élargissement de mes responsabilités, en particulier en direction du département SAD, un autre élargissement est intervenu en 1993 avec une mission Forêt paysanne et agroforesterie, confiée à quatre chercheurs des secteurs scientifiques concernés. Cela m'a permis de mobiliser des économistes non spécialistes de la forêt et de renforcer la pluridisciplinarité des recherches sur les questions forestières. Après la mise en place d'une AIP Inra-Cemagref Agrifor, j'ai contribué à la mise en place et à l'animation d'un GIS Économie forestière.

COMMENT ONT ÉVOLUÉ VOS PROPRES RECHERCHES DURANT CETTE PÉRIODE ?

Plusieurs inflexions de mes travaux de recherche personnels ont débuté au cours de cette période, dans un contexte d'évolution en cours des orientations thématiques du département et de

l'institut. Il s'agissait de travaux sur la forêt avec Dominique Normandin et des collègues ESR de Nancy (en liaison avec Agrifor et le GIS Économie forestière) et d'autres sur l'utilisation du sol. Le contexte était la crainte par la profession agricole d'une déprise agricole (dont j'ai montré qu'elle était sans fondement) au profit d'une emprise forestière et de friches, et, d'un autre côté, des achats fonciers de non-agriculteurs, en fort développement pour des usages résidentiels et récréatifs (ce qui renvoie aux « nouvelles fonctions des espaces ruraux »). Ce dernier thème de recherche était en synergie avec plusieurs chercheurs de l'unité de Dijon et il s'est prolongé par un numéro de la publication par l'Insee d'un numéro de *Contours et caractères* sur « Villes et campagnes » pris en charge collectivement par l'unité, mais auquel je n'ai pas participé car ma nomination comme chef de département a accaparé tout mon temps.

COMMENT A ÉVOLUÉ LA POLITIQUE DE RECRUTEMENT DURANT CETTE PÉRIODE ?

Les vrais moteurs dans la politique de recrutement ont été Edmond Malinvaud (membre du conseil d'administration et conseiller économique de Jacques Poly) et Jean-Jacques Laffont, ainsi que d'autres universitaires de haut niveau international (comme François Bourguignon qui a été ensuite chef économiste de la Banque mondiale). Ils ont contribué à impulser le tournant scientifique universitaire du département ESR. Ce n'est pas seulement l'Inra qui était en retard, l'université française était en retard sur la discipline économique au niveau international. Ils ont joué un rôle moteur sur le plan de l'orientation scientifique du département en préconisant des recrutements universitaires dans les meilleurs laboratoires. À ce moment-là, Jean-Jacques Laffont a joué clairement une carte Inra. L'Inra avait des postes budgétaires, qui manquaient à l'université. J.-J. Laffont a joué un rôle très fort dans la politique de recrutement impulsée dans le département par J. Cranney, allant jusqu'à suggérer à Quang Vuong, un de ses meilleurs étudiants et théoricien de haut niveau international en

économétrie, d'être candidat comme directeur de recherche à l'Inra. Bourguignon a également dirigé vers l'Inra de très bons étudiants, d'autres aussi. Ils proposaient à leurs jeunes docteurs d'aller à l'Inra où des postes de chargés de recherche étaient disponibles.

QUID EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE DES CHERCHEURS ?

Jusque dans les années 1980, les laboratoires de chaires d'économie du département ESR étaient liés aux écoles d'agronomie. À partir des années 1990, la politique devint : « Il nous faut des relais dans des laboratoires d'excellence universitaire pour avoir des recrutements, des directeurs de thèse dans ces laboratoires ». C'était lié aussi à une inflexion générale de l'Inra, déjà engagée dès le moment où l'Inra est devenu un EPST en 1982 et qui a été poursuivie dans les années 1990.

L'idée était, non pas de constituer des laboratoires de chaire pluri-thématiques, qui sont des *melting-pots*, mais de viser à constituer des unités de recherche qui sont de vrais collectifs scientifiques. Il s'agissait de structurer le département en unités de recherche qui sont devenues des unités mixtes de recherche (UMR) dans le premier schéma directeur du département ESR en 1995. Sur le plan géographique, cela se traduisait par le fait qu'il y avait des implantations fléchées en négatif et d'autres en positif. Ce qui intéressait la direction du département était la combinaison de thématiques et de liens universitaires forts. La localisation géographique des ressources du département a ainsi progressivement changé.

CE N'ÉTAIENT PAS UNIQUEMENT DES ORIENTATIONS SCIENTIFIQUES ABSTRAITES, MAIS DES PERSONNES RÉELLES QU'IL S'AGISSAIT DE FAIRE BOUGER. COMMENT CELA A-T-IL ÉTÉ PERÇU ?

J'ai été un des moteurs de cette politique en tant que chef adjoint de département, tout en essayant d'allumer quelques contre-feux pour la faire mieux accepter.

Par rapport à la diversité paradigmatique souhaitée par beaucoup, la priorité était d'être dans les courants de pensée dominants, influents, internationalement reconnus. En même temps, il ne faut jamais mettre tous ses œufs dans le même panier parce qu'on ne sait pas très bien de quoi l'avenir sera fait. Le fait d'avoir des économistes atypiques hors mainstream (régulationnistes, postfordistes, etc.) était plutôt une assurance par rapport à l'avenir. Enfin, il y avait aussi un aspect tactique pour réinstaurer la paix sociale dans le département, ce que j'appelais la continuité du tissu social qui était déchiré. Pour cela, un certain degré de pluralisme, que je reconnais limité, était nécessaire, y compris avec des recrutements d'économistes non mainstream.

Il s'agissait d'arrondir un peu les angles. Cela n'a pas trompé vraiment son monde, il faut bien reconnaître, mais les débats ont un peu gagné en sérénité.

COMMENT S'EST PASSÉE VOTRE NOMINATION EN TANT QUE CHEF DE DÉPARTEMENT ESR ?

Fin 1994, Bernard Chevassus a demandé à François Nicolas, directeur du laboratoire des industries agroalimentaires d'Ivry, et à moi-même, chef de département-adjoint, de lui proposer un texte d'orientation sur la politique du département pour lui permettre de choisir le chef de département qu'il devait nommer. Beaucoup ont été surpris de ce qu'il nous mette en compétition. J'ai rédigé en décembre 1994 un rapport sur l'orientation du département. Son titre, *D'un niveau scientifique internationalement reconnu jusqu'aux meilleures applications dans le domaine des missions de l'Institut*, résumait la politique que je proposais. Chaque mot de ce titre était pesé. On peut – et on doit – tenir les deux bouts contradictoires de la reconnaissance scientifique internationale et de l'utilité sociale des recherches. A. d'Iribarne, ancien directeur du département scientifique Sciences de l'homme et de la société (SHS) du CNRS, a importé une formule synthétique, du fait de la concision habituelle de la langue anglaise : *missions oriented basic research*.

Selon moi, il était possible d'apporter des réponses scientifiquement pertinentes et socialement utiles, à des questions qui répondent à des enjeux sociaux et à des défis pour la connaissance scientifique. C'est possible, et c'est indispensable. Le théoricisme peut être académiquement gratifiant pour un temps, mais il est finalement stérile. Les études non validées par la communauté scientifique internationale pourraient correspondre à des visées utilitaristes de court terme, mais pas aux intérêts de long terme de la société. Le département ESR devait avoir l'ambition d'obtenir des produits théoriques, validés par des communications dans des colloques internationaux et des articles dans des revues scientifiques, qui débouchent sur des applications, validées par des partenariats, contrats, expertises ou transferts.

En ayant en main cette proposition et celle de F. Nicolas, B. Chevassus m'a nommé chef de département après le conseil scientifique de l'Inra à Tours. J'ai été nommé chef de département le 1^{er} septembre 1994 et j'ai occupé cette fonction jusqu'à fin 1998. En ajoutant au personnel permanent les accueils temporaires (qui occupent beaucoup de temps d'un chef de département), le département ESR comptait presque 500 personnes (c'était le plus gros département de l'institut en nombre de chercheurs), et une part importante de ses ressources provenait de contrats.

POUVEZ-VOUS PRÉCISER LES ORIENTATIONS QU'IL VOUS SEMBLAIT INDISPENSABLES DE DONNER AU DÉPARTEMENT ESR QUAND VOUS AVEZ ÉTÉ NOMMÉ CHEF DE DÉPARTEMENT EN 1994 ?

Il faut, tout d'abord, rappeler le contexte, qui était inédit et complexe pour les responsables de l'administration et de la profession agricole. Leur demande de recherche était particulièrement vive, à tous les niveaux. Les chercheurs étaient sollicités par des interlocuteurs publics ou privés. Le mode de régulation de l'agriculture était en crise dans les années 1980 et, après plusieurs retouches, il a été profondément modifié avec la réforme de la PAC de 1992-1993. Le contexte économique d'ensemble a lui aussi été transformé par la longue

période de crise qui a débuté en 1974, avec la crise de la « croissance fordiste ». Le fonctionnement des marchés s'est transformé avec une internationalisation croissante, le développement de formes de concurrence imparfaite, l'apparition de marchés dérivés. Le rythme du changement technique s'est accéléré. Les modes de consommation ont aussi évolué, avec un accroissement de la demande de produits alimentaires de qualité, ainsi que des demandes de biens de nature et environnementaux, d'espaces ruraux consommés à des fins résidentielle ou récréative.

Le département ESR a ressenti cette demande de recherche par de nombreux canaux, en particulier lors de réunions entre la direction générale de l'Inra, les directions générales de l'administration du ministère de l'Agriculture, des organismes publics (la Poste) ou privés (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, FNSEA, Groupama, etc.). Cela a débouché sur des thèmes identifiés comme prioritaires, des séminaires de formation, des partenariats pour des recherches à entreprendre. Le financement de bourses de thèse par des partenaires ou la signature de contrats sont un débouché de ces opérations. Le rôle du chef de département est alors d'être une interface entre la demande de recherche par ces organismes et l'offre de l'Inra pour préciser et mettre en œuvre des partenariats. Il doit aiguiller la demande externe vers les unités de recherche adéquates, reformuler et filtrer pour éviter les face-à-face déséquilibrés entre un chercheur ou une petite équipe et un gros organisme prêt à mettre des moyens pour imposer ses fins.

La demande de recherche était alors supérieure à l'offre, ce qui permettait de choisir, de reformuler, donc de piloter la demande de recherche. En naviguant adroitement entre les sollicitations pour accepter telle demande et la protection des chercheurs, il n'y avait pas de risque de pilotage de la recherche par l'aval comme le craignaient certains.

Par ailleurs les attentes au sein de l'Inra étaient, elles aussi, importantes. Le département ESR était très sollicité. La direction générale en attendait des analyses permettant d'élaborer la politique de recherche, ainsi que des outils

d'aide à la décision et à l'évaluation de cette politique, à la gestion des brevets de l'institut, etc. La période des « économistes de service » à l'Inra, caricaturée par des calculs de rentabilité ou de parts de marché faits « en coin de table » à l'aval d'une innovation technique de l'institut, était révolue. On demandait aux sciences sociales et économiques d'être à l'amont des autres départements de l'Inra en déterminant les recherches qui devaient être entreprises, en donnant une culture économique et des outils de base aux chercheurs de l'institut, de la même façon que cela avait été fait pour la statistique et la biométrie.

DANS CE CONTEXTE, QUELLE A ÉTÉ LA RÉPONSE APPORTÉE PAR LES DIRECTIONS SUCCESSIVES DU DÉPARTEMENT ESR ?

Pour répondre à ces demandes, le plus important, me semble-il, a été la politique impulsée par J. Cranney et C. Viau, et que j'ai poursuivie, en essayant d'accroître sa cohérence pour la faire mieux accepter dans le département. Elle consistait à dire : il faut être bon sur le plan scientifique, donc publier dans les bonnes revues, aller aux bons colloques, recruter les meilleurs thésards, peu importe qu'ils ne connaissent rien à notre champ thématique, ils y viendront petit à petit. Il n'y a pas de spécificité de l'Inra par rapport au CNRS, les recrutements sont les mêmes, les modèles, la théorie et les méthodes économétriques sont les mêmes. Il faut être les meilleurs sur un plan scientifique, et en même temps proposer les applications les plus pertinentes par rapport aux demandes sociales qui sont adressées à l'Inra. C'était une vraie rupture. Je l'illustre avec l'exemple des recherches sur la politique agricole. On est passé d'un rôle d'expert conseiller du prince des années 1970 et 1980, dont l'expertise n'avait pas d'*input* économique universitaire, à des modèles avec des forts *inputs* de théorie économique et de méthodes économétriques. D'une expertise, qui n'était pas reconnue par l'État et qui, surtout, était rejetée à Bruxelles où l'on disait : « Qu'avez-vous publié ? Avez-vous des modèles qui développent vos conclusions ? ». Il n'y en avait pas ! Avec les unités de Rennes,

de Grignon, de Toulouse, etc. on a proposé des modèles appliqués, par exemple aux réformes de la PAC, en étant capables de montrer que nos modèles économiques analysent les propositions de réforme de la PAC, auprès du ministère de l'Agriculture, qui les reprenait dans les groupes de travail bruxellois. L'idée que j'ai essayé de promouvoir était d'être internationalement reconnus en économie, mais aussi en sociologie, et d'être les plus pertinents dans les domaines des applications en réponse aux sollicitations qui émanaient des pouvoirs publics : ministère en charge de l'Agriculture, commissariat au Plan, DATAR, Régions, etc. Il n'y a pas de rupture entre qualité scientifique et pertinence des applications. L'objectif était que des méthodes économiques formalisées, souvent à forts *inputs* théoriques, reconnues par la communauté scientifique internationale, produisent des résultats utiles et pertinents.

QUELLE ÉTAIT LA POSITION DE LA DIRECTION DE L'INRA PAR RAPPORT À CES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ?

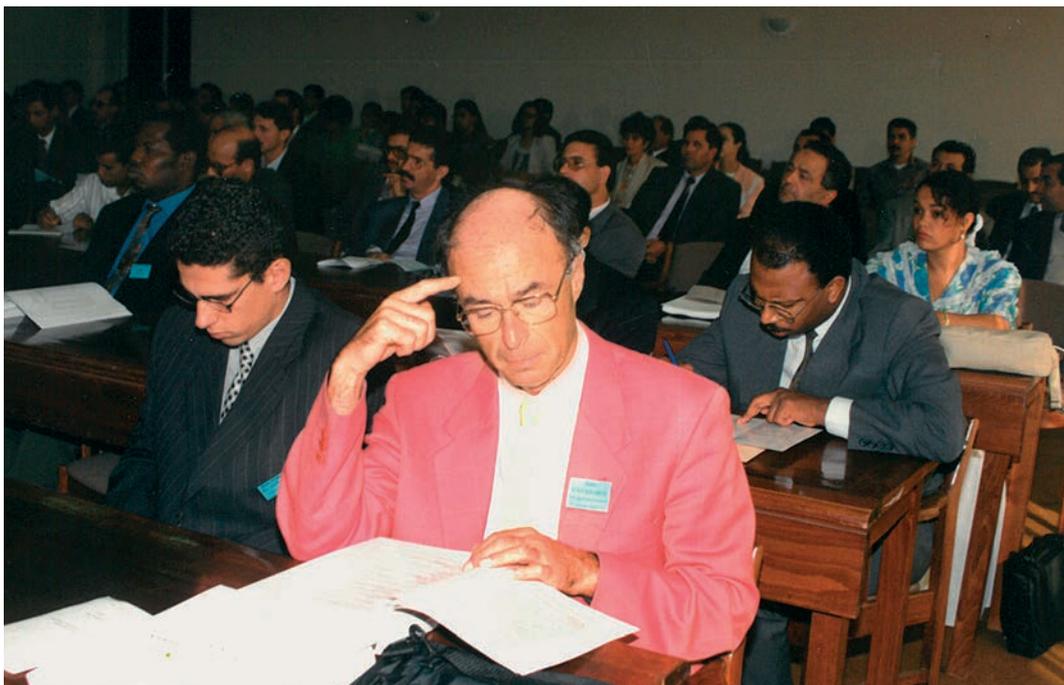
La direction générale s'est soucée des problèmes du département ESR quand G. Paillotin est devenu président et Bernard Chevassus-au-Louis directeur général. Paillotin connaissait le monde universitaire, il avait fait sa thèse avec le prix Nobel Pierre-Gilles de Gennes et il avait pris conscience qu'on dépendait du ministère en charge de la Recherche du point de vue budgétaire même si on dépendait aussi de l'Agriculture du point de vue thématique. Il défendait sans réserve une politique d'ouverture vers les laboratoires d'excellence universitaire, vis-à-vis de laquelle B. Chevassus semblait plus réservé, de même que des directeurs scientifiques comme Jean-Claude Tirel ou Claude Béranger, avec qui j'avais des relations cordiales mais moins synergiques. La direction d'un grand institut comme l'Inra était faite de nuances. Emmanuel Jolivet a été nommé directeur scientifique d'un secteur dont le nom a rallongé traduisait le manque d'unité, SESAMES (Sciences économiques et sociales pour l'agriculture et l'agro-alimentaire et méthodes d'étude des systèmes),

devenu SED⁶ ensuite, qui réunissait les départements ESR, SAD et BIA (Biométrie et intelligence artificielle). Il était un chercheur en biométrie qui avait constitué le département BIA comme un département universitaire, mis au service des autres départements de l'institut. Il comprenait bien ma logique. Mais la logique dominante dans le département SAD n'était pas la même. E. Jolivet était donc dans un entre-deux. De plus, il était directeur scientifique d'un secteur où un des trois départements, l'ESR, représentait plus de la moitié des effectifs. Il lui était difficile d'avoir une politique équilibrée quand le gros des effectifs est d'un côté et deux ensembles plus petits de l'autre.

LA COMPLÈTE CONVERGENCE ENTRE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE DU DÉPARTEMENT ESR ET CELLE PRATIQUÉE DANS LE MONDE UNIVERSITAIRE OU AU CNRS NE POUVAIT-ELLE PAS SE TRADUIRE PAR UNE DISPARITION D'UN DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE ?

Je ne pense pas. L'Inra, était âprement défendu par le ministère en charge de l'Agriculture et par le monde professionnel agricole. Les seules motions de censure qui ont failli être majoritaires dans l'histoire de la V^e République étaient à vocation agricole, portées par les sénateurs défenseurs de l'agriculture. Donc si le gouvernement envisageait de réduire les moyens de l'Inra, il savait que le monde agricole l'en empêcherait. Résultat : alors que le CNRS à certaines périodes criait famine, n'avait ni budget suffisant ni recrutements, l'Inra n'a pas connu ces pénuries. Il a eu des moyens de l'État, des Conseils régionaux, etc. Cela a permis d'appliquer au secteur agricole des modèles économiques de facture universitaire comme, par exemple, des modèles d'équilibre général calculable permettant de simuler des réformes de la politique agricole commune pour répondre aux demandes du ministère de l'Agriculture ou de la Direction générale de l'agriculture de la Commission européenne (DG6). Si cela n'avait pas été fait par le département ESR, qui aurait eu les moyens pour cela ?

⁶ Société, économie et décision.



© INRAE / Cavailhès

Colloque à Rabat (Maroc), en 1995, sur *Région et développement économique*.

Y AVAIT-IL DES DIVERGENCES DE VUE ENTRE LE DÉPARTEMENT ESR ET LE DÉPARTEMENT SAD ?

En effet, il y avait une divergence sur le rôle de la recherche dans les sciences sociales. Je n'étais pas d'accord avec la conception de la direction du département SAD de recherches-actions, ni sur le lien trop étroit avec le monde professionnel agricole et insuffisant avec le monde universitaire. Donc oui, il y avait une divergence de fond sur ce qu'est notre posture scientifique, sur l'interdisciplinarité, voire la transdisciplinarité recherchée par certains. Mais le département ESR dans son ensemble était peu concerné par ces débats, je faisais un peu le paratonnerre ou le bouclier.

Des divergences de fond sont apparues plutôt avec Emmanuel Jolivet, directeur scientifique du secteur SED, quand il a proposé de redécouper autrement les trois départements du secteur. L'idée était de mettre ensemble dans un nouveau département BIA et une petite cinquantaine de chercheurs du département ESR qui sont ceux qui ont l'ambition disciplinaire la plus élevée. Le reste d'ESR et le SAD seraient regroupés dans un second département. Il me semble que dans son esprit, les deux nouveaux départements seraient plus homogènes (insertion dans les communautés scientifiques, politiques de publication, expertise) et que le secteur serait

numériquement mieux équilibré. Je me suis fortement opposé à ce projet pour plusieurs raisons. Dans le département ESR, quelques chercheurs ont légitimement les capacités et l'ambition d'être parmi les très bons économistes européens. Mais ils sont peu nombreux. La seconde raison est qu'un tel éclatement du département ESR n'aurait pas permis de mettre en œuvre le fond de ma politique : être à la fois internationalement reconnus et les plus forts dans les domaines des applications pertinentes pour l'Inra. Pour se mouvoir, les deux jambes devaient appartenir au même organisme.

POURQUOI, EN 1995, AVEZ-VOUS ÉLABORÉ UN SCHEMA STRATEGIQUE À CINQ ANS DU DÉPARTEMENT ?

Ma première tâche fut d'élaborer, de faire discuter et adopter un schéma stratégique de département, ou *Plan à cinq ans*, qui préfigura les schémas directeurs de départements mis en place par la suite par l'institut. L'axe de ma politique était de dépasser les clivages précédents et de poursuivre le tournant engagé par C. Viau, alors directeur scientifique (avant d'être remplacé en 1995 par E. Jolivet), dans la lignée de mon texte d'orientation pour B. Chevassus avec « un niveau scientifique internationalement reconnu jusqu'aux meilleures applications dans le domaine des missions de

l'institut ». Pour être à la hauteur des demandes qui sont adressées au département ESR et pour restaurer ce que j'ai appelé son tissu scientifique, l'élaboration d'un Plan à cinq ans a été mise en chantier pour fournir le cadre d'un débat pour préciser la politique scientifique, la soumettre à la critique, la faire mieux accepter par certains, mieux partager par d'autres. Les vertus du débat doivent permettre de cesser d'opposer recherches fondamentale (ou de base) et appliquée (ou finalisée), démarches théorique et empirique, synthèse et analyse. Ces fausses oppositions ont été dépassées dans la plupart des disciplines mais leur rémanence entretenait dans notre département les conflits entre écoles, entre générations, entre stations, entre personnes. J'ai proposé de marcher « sur deux jambes » en allant d'un niveau scientifique internationalement reconnu jusqu'aux meilleures applications dans le domaine des missions de l'institut. Il fallait, pour cela, relever deux défis, celui de la reconnaissance scientifique avec une validation des connaissances par les pairs et celui de la reconnaissance sociale, avec une validation des travaux par les partenaires de l'institut.

Il n'y a plus, d'un côté, des théoriciens qui sophistiquent l'équilibre général d'Arrow-Debreu et, de l'autre, des économistes de terrain qui décrivent la réalité d'une filière ou d'une région. Par exemple, les avancées théoriques en

économie de l'environnement sont utilisées par des juges pour mesurer les dommages d'une pollution, celles sur les marchés imparfaits pour montrer des ententes illicites dans un marché oligopolistique, la théorie de l'information sert à optimiser les contrats d'assurance, etc. La théorie économique moderne est intrinsèquement liée à ses applications dans le monde réel.

J'étais persuadé que cette posture scientifique pouvait permettre d'utiliser les avantages comparatifs du département ESR : enracinement dans le réel, présence de personnes ressources complémentaires, organisation en unités de recherche qui doivent être des intellectuels collectifs, liens avec des laboratoires internationalement réputés et proximité d'une demande et de partenaires sociaux. Le pari pouvait être gagné, en particulier dans la discipline économique, pour trois raisons : les oppositions entre écoles de pensée s'étaient réduites ; la division du travail et le caractère cumulatif des connaissances s'y développaient ; le jeu coopératif entre socio-économistes ruraux traditionnels et jeunes théoriciens pouvait être à somme positive.

POUR ÉLABORER CE SCHÉMA STRATÉGIQUE VOUS ORGANISIEZ LE DÉBAT AU SEIN DU DÉPARTEMENT. DE QUELLE MANIÈRE ET QUELS EN ÉTAIENT LES RÉSULTATS ?

Les moyens au service de cette politique étaient le recrutement, la structuration en unités et équipes, la formation permanente et l'animation, et la définition de programmes prioritaires, dont certains donnaient une bonne place à l'interdisciplinarité. C'est ainsi qu'ont été définis, sur ma proposition, dix programmes-cadres répartis en trois domaines : entreprise, production, compétitivité ; marchés, régulation, politique économique ; et société, consommation, conditions de vie, avec pour chacun d'entre eux des unités et équipes pilotes. Un large débat a eu lieu en 1995 sur ces orientations, avec des contributions écrites individuelles ou collectives, des réunions des conseils d'unités et des instances du département (conseil scientifique de département CSD et conseil de gestion du département, CGD),

jusqu'à la publication du *Schéma stratégique 1996-2000*.

La discussion a permis, d'une part, de faire accepter par la communauté des chercheurs une politique scientifique qui marquait des inflexions volontaristes vers des domaines prioritaires du *Contrat d'objectif* État-Inra (1996) : environnement, connaissance du consommateur, aménagement du territoire et espace rural. D'autre part, les débats ont contribué à atténuer les oppositions par la promotion d'une politique à deux facettes : l'insertion dans la communauté scientifique internationale (articles de revues, colloques et séminaires, séjours sabbatiques à l'étranger et accueil de post-doctorants) et le nouage de liens serrés avec les partenaires de l'administration, nationale ou territoriale, et de la profession (contrats de recherche, publications et initiatives de transfert).

QUELLE EST VOTRE POSITION PAR RAPPORT À L'INTERDISCIPLINARITÉ ET À L'INSERTION DU DÉPARTEMENT ESR DANS L'INSTITUT ?

J'ai développé dans le département l'idée que l'appartenance du département ESR à l'Inra était un avantage comparatif. Beaucoup de travaux d'économie menés à l'université n'ont pas le bagage empirique permettant de produire des résultats finalisés satisfaisants. Un exemple, présenté dans le Plan à cinq ans, permet de le montrer. Une proposition avait été faite d'appliquer un modèle de pollution transfrontalière au problème du dépérissement des forêts vosgiennes sous l'effet des pluies acides (thème très à la mode dans la littérature universitaire). Il a suffi d'un coup de téléphone aux collègues forestiers pour savoir que le lien entre pluies acides et dépérissement n'était pas établi. Le modèle économique sophistiqué aurait reposé sur du sable. Mieux vaut ne pas avoir passé trois ans à l'élaborer ! Mille autres exemples pourraient être donnés : mieux vaut étudier la conservation des ressources génétiques avec les généticiens, le risque dans les exploitations agricoles avec les agronomes qui connaissent les paramètres et itinéraires techniques, la qualité des produits avec les technologues des produits alimentaires, etc. On peut le faire à l'Inra bien mieux qu'à l'université, qui

est complètement cloisonnée, ou qu'au CNRS, qui l'est aussi beaucoup.

Cependant, il ne fallait pas fétichiser cet avantage. Les recherches économiques et sociales dans un institut où la biologie et les disciplines techniques sont majoritaires se prêtent à l'interdisciplinarité, sans fétichiser celle-ci. L'équilibre entre insertion dans sa discipline et interdisciplinarité est un vrai problème. Il faut accepter une interdisciplinarité qui ne consiste pas à raboter les différences. Dans une recherche interdisciplinaire chacun arrive armé de ses connaissances. Cela implique qu'il faut être « bon dans sa discipline » pour être « bon dans l'interdisciplinaire ». Le DESR est resté trop longtemps coupé des autres départements de l'institut. La situation a beaucoup évolué, une accélération s'étant produite avec les AIP Agrobio et Agrotech. D'autres AIP ont été poursuivies et développées, en particulier en ce qui concerne la forêt ou le secteur viti-vinicole.

COMMENT VOUS Y PRENIEZ-VOUS POUR ÉLABORER LES PROGRAMMES ET LES PROJETS DE RECHERCHE ?

Prenons quelques exemples pour montrer comment j'ai organisé des programmes et opérations de recherche du département.

En 1996, un large dispositif a été déployé au moment de la crise de la vache folle, avec de nombreuses publications, articles et notes (dossier *Inra Sciences sociales* sur *Consommation, commerce et production de viande bovine*, notes pour le ministère de l'Agriculture, article que j'ai écrit dans *Le Monde*, interview dans *Agra*) et par des conférences dans plusieurs centres Inra, un séminaire de l'Association européenne des économistes agricoles, etc. J'ai, par exemple, fait participer Christian Gollier, maintenant directeur de la Toulouse School of Economics (TSE), à des réunions sur la gestion de cette crise avec des membres de cabinets ou de chargés d'études de directions administratives du ministère. Cet économiste théoricien, qui ignorait alors tout de l'agriculture, a joué un rôle d'expert apportant ses connaissances des théories du risque et de l'incertitude. C'est une illustration de la manière dont la théorie économique de haut niveau peut irriguer

les réflexions de cadres ayant à gérer le quotidien d'une crise économique.

De nouveaux programmes de recherche ont été lancés, en particulier sur les négociations internationales sur l'agriculture et, en droit, par l'association de plusieurs unités de juristes universitaires, forme de « croissance externe » que je préconisais.

Il faut aussi dire un mot de ce qui n'a pas bien marché. Certains projets n'ont pas abouti (gestion de l'eau, sécurité alimentaire) et d'autres n'ont pas tenu toutes leurs promesses (AIP Économie des contrats). En matière de communication, des contacts avec Agra et Economica (projet d'une collection d'ouvrages de synthèse) n'ont pas débouché, et la communication interne à l'Inra a également été un point faible. En outre, je n'ai pas pu débloquer la situation de la sociologie, engluée dans des questions de personnes insurmontables à cette époque. Quand on entreprend beaucoup, on ne réussit pas tout !

LE MANAGEMENT DU DÉPARTEMENT A, PAR LA FORCE DES CHOSES, ÉTÉ UNE FACETTE IMPORTANTE DE VOS RESPONSABILITÉS. QUE POUVEZ-VOUS EN DIRE ?

Les unités de recherche mises en place en 1991 ont peu évolué au début de mon mandat, mais davantage au cours de la seconde partie de celui-ci : création du laboratoire d'économie appliquée (LEA) boulevard Jourdan (dans ce qui deviendra Paris School of Economics, PSE) en 1998, association déjà évoquée d'unités de juristes, et création d'unités mixtes de recherche (UMR) après l'impulsion donnée par le ministère en charge de la Recherche.

Les activités de gestion interne concernaient de nombreux points. Il s'agissait de participer au management de l'Inra dans son ensemble : réformes de l'institut, réunions d'instances de direction, préparation des Directoriales, rédaction de notes demandées par la présidence, suivi des 10 à 20 AIP qui concernaient le département ESR. J'avais également en charge la préparation des concours de recrutement et de promotion et les évaluations des chercheurs et ingénieurs ainsi que l'évaluation collective des unités de recherche. L'animation du département incluait le fonctionnement de ses

instances, conseil scientifique et conseil de gestion du département (CSD et CGD), les écoles-chercheurs, l'organisation et la gestion d'un appel d'offre du CSD, des initiatives en direction des jeunes chercheurs (organisation de journées spécifiques, séjours post-doctoraux), la publication d'*Infos internes*, bulletin d'information interne mensuel, les bilans annuels d'activité et de résultats.

La communication externe s'opérait grâce à plusieurs supports. Tout d'abord, les *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, revue scientifique dont le fonctionnement a évolué, avec un référencement par EconLit, qui est la base documentaire internationale de référence en économie, ce qui a constitué une promotion importante dans la hiérarchie des revues internationales. Ensuite, *Inra Sciences sociales*, qui était un « 4 pages », revue de transfert permettant de faire le point sur une question auprès d'un lectorat large. *Bibliographie* était la base annuelle des publications du département, avec une édition en anglais. *Actes et communications*, comme l'indique son nom, publiait les communications à des colloques et séminaires organisés par le département. Il faut également ajouter des répertoires et plaquettes de présentation du département et le site web du département (ouvert en 1997), qui alimentait la base des activités de l'Inra CompAct.

LE RECRUTEMENT DES CHERCHEURS EST UN DOMAINE DE RESPONSABILITÉ MAJEUR D'UN CHEF DE DÉPARTEMENT. QUELLE ÉTAIT VOTRE PHILOSOPHIE ET VOS OBJECTIFS EN LA MATIÈRE ?

Le *Plan à cinq ans* précisait que « l'accueil, l'insertion et la formation d'un jeune chercheur supposent un programme de recherche dans une unité reconnue scientifiquement qui mène des programmes de recherche correspondant aux missions de l'Inra, avec des bases disciplinaires solides, une maîtrise de la méthode hypothético-déductive, du formalisme et des méthodes de modélisation et la connaissance de la théorie microéconomique (même si c'est pour en faire la critique). À l'Inra, il faut enfin posséder des aptitudes à faire des recherches finalisées. (...) Les jeunes chercheurs doivent viser deux objectifs. D'une part réussir une

percée selon les canons universitaires classiques, par l'insertion dans des réseaux scientifiques internationaux, l'accès aux revues à comité de lecture, la réalisation d'un stage postdoctoral d'une année dans une université étrangère, etc., et prendre goût aux travaux finalisés et apprendre à se confronter aux problèmes réels qui sont posés à un organisme appliqué comme l'Inra ». On peut voir là simplement la poursuite de la politique de recrutement et de formation qui était déjà à l'œuvre avec J. Cranney et C. Viau. Mais ce Plan introduit deux changements, qui me semblent majeurs. D'une part, il formalise cette politique, ce qui va au-delà de sa mise en œuvre pratique. D'autre part, il esquisse un plan de début de carrière : les candidats au recrutement et les jeunes chercheurs savent ce qu'on attend d'eux et ce qu'ils doivent faire pour réussir. La clarté du message est une condition de son acceptation (et, le cas échéant, de sa critique).

Concernant la suite de la carrière une fois celle-ci correctement engagée, le message du *Plan à cinq ans* est également clair : « Chacun doit publier dans les revues scientifiques à comité de lecture du meilleur niveau accessible. C'est l'élément premier pour l'évaluation. Dans les jurys de concours, les publications dans les revues scientifiques jouent un rôle majeur et ce critère s'impose aussi dans les disciplines économiques et sociales ; (...) Les directeurs de recherche, les responsables hiérarchiques à tous les niveaux, doivent « tirer vers le haut » les chercheurs sous leur autorité. Il faut pour cela que leur pratique de publication soit elle-même exemplaire. La validation scientifique passe aussi par une amélioration de l'insertion dans la communauté scientifique : colloques où se pratique une sélection des papiers, réseaux internationaux, séjours longs à l'étranger pour les jeunes et années sabbatiques « de ressourçage » pour les seniors ; accueil de doctorants ou de postdoctorants étrangers. Ces objectifs s'imposent à tous et sont pris en compte dans le déroulement de carrière ». Les choses étaient donc clairement affichées, en particulier pour les concours de directeurs de recherche (DR2) qui ont longtemps été un point de blocage dans la

carrière, avec de fortes contestations des résultats des concours de DR2 des années 1980.

Le *Plan à cinq ans* jouait donc carte sur table. Pour autant, il ne fallait pas désespérer ceux qui ne correspondaient pas à ce profil affiché. Pour cela, le Plan précisait que « l'évaluation des résultats obtenus ne se fait pas mécaniquement avec la même aune pour chaque chercheur. D'une part, les générations anciennes ne doivent pas être pénalisées pour n'avoir pas suffisamment publié dans des revues à une époque où ce critère avait moins de valeur ; d'autre part il est normal que dans le collectif d'une unité, certains chercheurs soient plus spécialisés dans le transfert, l'expertise ou la formation, activités « d'animation de la recherche » prises en compte dans les concours ».

CE QUE VOUS NOUS DITES DE LA FORMATION ET DU DÉROULEMENT DE CARRIÈRE D'UN CHERCHEUR NE CONTREDIT-IL PAS LA MANIÈRE DONT S'EST DÉROULÉE VOTRE PROPRE CARRIÈRE ?

J'ai donné des exemples montrant comment j'ai essayé, dans mes propres recherches, de « marcher sur deux jambes ». Dans la politique que j'ai proposée au département, l'idée était de dire : cela peut se faire avec des tandems entre un « très bon en théorie » et un « très bon connaisseur du terrain ». J'avais repris un concept de G. Paillotin, celui « d'objet intégré ». Il s'agit de produire des connaissances qui intègrent à la fois des concepts théoriques et une applicabilité pour une question importante, par exemple pour la politique agricole.

Cela renvoie à la question : quel est le rôle de chef de département ? Il est, tout d'abord, d'être un coordinateur dans la construction d'un objet intégré, c'est-à-dire un gestionnaire d'une grande structure composée d'unités diverses. Par contraste, les 82 universités françaises se sont toutes mises à faire de l'économie de l'environnement quand c'était à la mode. Elles se retrouvaient en concurrence sur le même domaine. Quand on a une vision d'un département de l'Inra, avec ses 500 chercheurs, ingénieurs, postdocs, doctorants, on a une vision intégrée de cet ensemble que

ne peut pas avoir une université, seule dans son coin contre toutes les autres. On peut décider que l'économie de l'environnement se développera ici et pas ailleurs, en fonction d'avantages comparatifs locaux. Le deuxième élément qui justifie de « marcher sur deux jambes », est de traduire cet objectif en termes de moyens c'est-à-dire de recrutement et de budget. Pour les recrutements, le chef de département est le pilote pour traduire en termes concrets une politique. Voilà les deux rôles : coordinateur au sens du management de la gestion d'un objet complexe, ce qui se traduit par des moyens, qui sont des recrutements « au bon endroit ».

EST-CE QUE CE N'EST PAS UN PEU UN ÉCHEC DE SE DIRE QU'ON FORME À L'INRA DE TRÈS BONS CHERCHEURS EN ÉCONOMIE MAIS QUE FINALEMENT LE NIVEAU D'EXCELLENCE QUI PEUT ÊTRE ATTEINT AILLEURS NE LEUR EST PAS VRAIMENT ACCESSIBLE ?

Sur cette question, il faut individualiser. Lorsque j'étais chef de département, des chercheurs me disaient : « Je serai mieux à Milan, à l'UCL ou à la London School qu'à l'Inra. Je veux y aller ». Je répondais : « D'accord, vas-y » si pour le bien public de la recherche française, c'est l'optimum. On n'est pas des boutiquiers qui maximisent les intérêts de l'Inra. De plus, ces migrants restent reconnaissants envers l'Inra et font partie de ses réseaux scientifiques : on peut les mobiliser. D'autres au meilleur niveau universitaire, sont attachés à l'Inra pour diverses raisons. L'une, qui n'est pas la moindre, est qu'ils voient des collègues universitaires qui rament pour avoir trois sous et qui ne les obtiennent pas. L'interdisciplinarité avec des collègues de départements techniques et biologiques de l'institut, plus difficile à mettre en œuvre à l'université, est une autre raison qui retient à l'Inra des chercheurs qui sont au niveau d'excellence international.

FIN 1998, VOUS AVEZ ÉTÉ REMPLACÉ PAR HERVÉ GUYOMARD COMME CHEF DE DÉPARTEMENT. COMMENT CELA S'EST-IL PASSÉ ?

J'ai insisté sur les problèmes d'orientation internes au département dans sa politique scientifique. Durant mon

mandat de chef de département, il y a eu aussi, comme c'est toujours le cas, des divergences sur certains points avec la direction générale. Par exemple, j'ai déjà dit que B. Chevassus avait probablement des réserves sur ma nomination comme chef de département. Après la nomination d'E. Jolivet comme directeur scientifique, des points de friction, voire de conflit, sont apparus avec lui au cours du temps. Lors de la tentative de réorganisation du secteur SESAMES en passant de trois à deux départements, je me suis opposé à cette reconfiguration, de même que l'ont fait des chercheurs du département SAD. Toutes ces questions de personnes dans une direction s'inscrivent dans des rapports de forces, des enjeux, des conflits, des allégeances. Je ne saurais rentrer ici dans ces débats ou oppositions, d'une part parce qu'ils se déroulaient au-dessus de mon niveau de responsabilité (je ne savais pas tout, comme il est normal) et, d'autre part, parce que je ne peux pas donner une analyse personnelle sans l'avoir confrontée avec celle des autres parties prenantes.

J'en resterai donc au plan factuel. Mon remplacement par Hervé Guyomard, qui était un de mes adjoints, s'est fait tranquillement car cela assurait la continuité de la politique du département : nous n'avions pas de désaccords sur celle-ci. De plus, Jean-Pierre Butault, qui était aussi chef adjoint de département, a continué à assurer cette fonction, étant plus particulièrement en charge du budget et d'autres aspects du fonctionnement.

VOUS VOUS ÊTES RECONVERTI À L'ÉCONOMIE URBAINE EN ÉTANT ACCUEILLI AU CORE À L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN. POUVEZ-VOUS NOUS DIRE COMMENT CELA S'EST FAIT ?

Le retour à la paillasse n'est jamais simple après une rupture des travaux personnels assez longue (totale pendant plus de quatre ans, assez forte pendant les cinq années précédentes). Le fonctionnement de l'institut à cette époque ne permettait pas, en effet, à un chef de département de mener à bien des recherches personnelles et c'était également difficile pour un chef de

département adjoint dont le chef, C. Viau, était en même temps directeur scientifique. L'institut m'a donné les moyens de ce retour à la recherche en me permettant de faire en 1999 une année sabbatique complète (parfaitement en anglais à Cambridge puis séjour de huit mois à Louvain-la-Neuve, LLN). En économie, le Center for Operations Research and Econometrics (CORE) de l'UCL est un des leaders européens de la discipline. Il y avait Jacques Thisse, économiste très reconnu internationalement qui couvrait un large spectre théorique, de l'économie industrielle à l'économie urbaine et géographique, ainsi que des collègues de formation mathématique (Dominique Peeters) ou géographique (Isabelle Thomas) double appartenant CORE et unité de géographie de l'UCL (où j'avais mon bureau). Je participais à la vie scientifique des deux unités. Les travaux avec ces collègues se sont poursuivis jusqu'après mon départ à la retraite. Ils étaient francophones, ce qui me facilitait la vie car avoir l'anglais comme langue de travail de tous les jours n'aurait pas été facile pour moi. Travailler avec des francophones avec qui on parle beaucoup anglais était utile pour améliorer ma pratique de l'anglais.

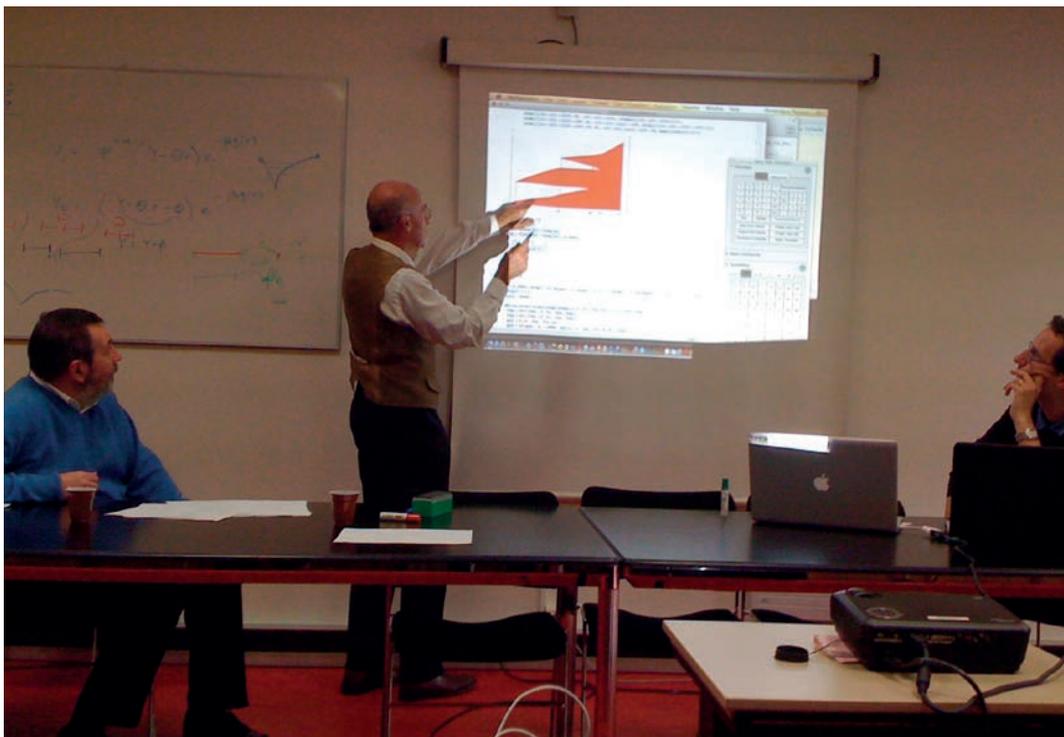
La carrière d'un chercheur, comme la vie de chacun, est faite de hasard, de chance, ou de malchance à certains moments. Le hasard a fait qu'une mayonnaise a pris entre Jacques Thisse et moi. Je ne le connaissais pas personnellement avant d'aller à Louvain-la-Neuve, mais j'avais lu des livres ou articles de lui qui m'avaient décidé à aller à LLN. Le hasard de la vie a fait qu'on est devenus de vrais amis. On a des relations amicales qui font qu'il m'a beaucoup aidé en m'apprenant des choses que je n'aurais pas apprises dans les manuels. On a passé des journées à tirer des équations ensemble. Il avait plutôt le rôle du théoricien modélisateur et mathématicien, et moi, celui qui a le souci de l'application. J'étais plutôt près du terrain, de l'application, et lui plus près de l'abstraction, de la théorie.

POURQUOI UNE RECONVERSION SCIENTIFIQUE À L'ÉCONOMIE URBAINE ?

Ce séjour sabbatique a été l'occasion d'un ressourcement en économie, en particulier dans les domaines de l'économie urbaine et de l'économie géographique que je connaissais mal jusque-là, alors qu'ils étaient nécessaires pour une analyse théorique du mouvement de périurbanisation que

connaissaient la France et l'Europe. En partant de questions d'économie régionale, je suis arrivé au périurbain qui est un espace mixte, d'un côté résidentiel pour les habitants qui vont travailler en ville et, d'un autre côté agricole car la grande majorité des terres sont à usage agricole. Or un usage mixte de la ressource foncière est une rareté en économie : l'espace est habituellement spécialisé dans l'usage le plus productif, qui permet à l'entrepreneur d'offrir au propriétaire foncier une rente plus élevée que celle d'un autre usage. Il en résulte une spécialisation de l'espace en couronnes emboîtées, un centre des affaires, entouré d'activités productives moins haut de gamme, une couronne résidentielle et, en périphérie, la production agricole. La mixité périurbaine est une forme d'anomalie dans ce modèle, qu'il fallait regarder en partant du point de vue de l'économie urbaine parce que la ville est le moteur qui la fait fonctionner.

Cela a été une année sabbatique dans laquelle j'ai appris l'économie urbaine. Je suis remonté aux textes fondateurs des années 1960, avec de nombreux articles, ouvrages et *handbooks* d'économie urbaine. Pendant un an j'ai fait principalement de la bibliographie. Je me suis retrouvé économiste urbain, sachant que l'économie urbaine était



Présentation de Jean Cavailhès lors d'une réunion de travail à l'Université catholique de Louvain en 2007 avec à gauche un collègue du CORE, Dominique Peeters, et, à droite, un collègue de l'Université de Luxembourg, Geoffrey Caruso.



© INRAE



© INRAE

En 2009, Jean Cavailhès intervient à un Carrefour de l'innovation agronomique (CIAG) de l'Inra consacré à « L'agriculture périurbaine », dans le grand amphithéâtre « Jean Rebischung » du centre Inra de Versailles.

Le public du Carrefour de l'innovation agronomique, en 2009. Au premier plan, l'agronome du département SAD, François Papy, et derrière lui Muriel Mambri et Emmanuel Jolivet.

de l'économie foncière. Je retrouvais la thématique foncière qui m'avait occupé depuis le début de ma carrière. Un des ouvrages synthétiques fondamentaux de la discipline a pour titre *Urban economic theory: land use and city size* (Fujita M., 1989, souligné par moi). L'origine de l'économie urbaine remonte au modèle de Von Thünen, le deuxième père fondateur, avec Ricardo, de la théorie de la rente foncière. Avec Von Thünen, il s'agissait d'une rente foncière spatiale rendant compte de comment se répartissent les cultures autour d'une ferme d'un grand domaine en fonction des

coûts de transport vers le centre du domaine. Au plus près, il y avait les ceintures laitières et maraîchères, puis la forêt, se trouvant près du centre parce que le bois était très pondéreux à transporter. Puis les céréales et, à la périphérie, les élevages parce que les animaux pouvaient se déplacer à pied vers le marché central. C'est ce modèle de ceintures de production agricole que, au début des années 1960, des économistes (Alonso, Muth, etc.) ont utilisé pour rendre compte de configurations urbaines : au centre, un *central business district* (CBD) avec des activités

high-tech, puis une couronne avec un *business center* moins haut de gamme, puis une ceinture résidentielle d'où les travailleurs font des migrations alternantes vers leur bureau central, puis une ceinture agricole parce qu'il est plus facile de transporter des denrées agricoles que de faire la navette. C'était très intéressant de retrouver mon vieux dada de l'économie foncière, mais fonctionnant à l'envers. Le gant était retourné, mais c'était la même logique du point de vue des modèles. À ceux qui m'ont reproché d'avoir changé ma casquette je peux répondre : du point



© INRAE

Jean Cavailhès, en 2009, à la tribune du Carrefour de l'innovation agronomique. A sa droite Christophe Soulard du département SAD, et à sa gauche Claude Napoleone, Christian Huyghe et Françoise Jarrige. Ce type de manifestation publique a été lancé en 2006 à l'initiative de Guy Riba et de Christian Huyghe.

de vue thématique, ma conversion n'est pas si vraie que ce qu'on dit ; c'est la même théorie de la rente foncière de Von Thünen qui se retrouve en économie urbaine. Du point de vue des méthodes, j'ai aussi fait de l'économétrie. Mais l'économétrie est une méthode statistique standard, utilisée par les économistes comme par les biologistes ou les physiciens qui utilisent les statistiques. Ce n'est pas parce qu'elle l'est aussi par les néoclassiques que c'est à rejeter. Au total, j'étais dans une logique d'économie foncière à la Ricardo-Von Thünen reprise par les économistes urbains et l'économie géographique. Cela a été un ressourcement complet dans lequel j'ai rebâti un programme de recherche que j'ai à peu près suivi jusqu'à ma retraite.

DANS VOTRE APPROCHE, LA QUESTION PÉRIURBAINE ET CELLE DES AMÉNITÉS SONT LIÉES. VOULEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER ?

Effectivement, quelque chose a fortement structuré ce que j'ai fait dans les années 2000. Quand je me suis intéressé à l'économie urbaine, j'ai compris qu'une caractéristique essentielle de l'espace périurbain n'était pas simplement le fait qu'il y avait des aménités (paysages, etc.), mais que c'était un espace mixte. Un espace mixte est un vrai paradoxe du point de vue de la théorie en ce sens qu'il faut qu'un ménage qui acquiert un terrain à bâtir pour faire construire un logement et un agriculteur qui acquiert une terre pour produire du blé, aient la même enchère foncière. Dans cette situation, le propriétaire est indifférent à louer à l'un ou à l'autre, et on peut trouver les deux dans la même ceinture. Cette mixité est le paradoxe principal du périurbain. L'apport de Thisse a été de dire : on va écrire ensemble cette mixité d'usages sur le marché foncier, personne n'a écrit cela (hormis Fujita et Ogawa dans les années 1980 à propos du tissu urbain).

Le mécanisme économique est qu'un ménage est prêt à payer plus cher un terrain là où l'agriculture est plus abondante, offrant plus d'aménités (paysages, calme, etc.). L'équilibre du marché foncier est atteint lorsque l'enchère foncière du ménage et celle de

l'agriculteur sont égales, pour une proportion optimale d'habitants et d'agriculteurs en cet endroit, cette proportion étant endogène dans le modèle.

Nous avons conscience des limites de ce modèle théorique, qui gommait l'écart de prix entre terrain à bâtir et terre agricole sur le marché foncier, qui n'introduisait pas les zonages interdisant le fonctionnement concurrentiel du marché foncier, ni le fait que les aménités paysagères ne sont pas que d'origine agricole, etc. Mais il en est ainsi de la théorie, en économie comme dans toutes les disciplines : il s'agit de se situer à un niveau d'abstraction élevé, éloigné du monde réel, pour démontrer un mécanisme, qui est ici celui de l'équilibre entre valeur foncière et volume d'aménités.

Dans la même logique d'équilibre entre prix sur le marché foncier et volume d'aménités résultant de l'usage des sols, il est possible d'avoir d'autres angles d'attaque théoriques. J'ai « joué mes gammes » sur ces mécanismes dans lesquels on retrouve des aménités. Dans tous les cas, l'espace périurbain mixte résulte d'interactions entre les ménages et les agriculteurs ou la nature ou la forêt : ceux-ci fournissent des aménités que les ménages consomment. D'autres modèles théoriques ont suivi, avec Dominique Peeters, Isabelle Thomas, un autre géographe de LLN, Geoffrey Caruso, ainsi que Pierre Frankhauser qui est un physicien bisontin arrivé à la géographie urbaine. Notre idée était de modéliser ces interactions de proximité dans différents modèles d'automates cellulaires, de géographie fractale, avec des fondements microéconomiques. Par exemple, un modèle de « ville fractale » explique la mixité périurbaine par la recherche de biens publics urbains et d'aménités périurbaines par des ménages mobiles dans une aire métropolitaine qui reprend la forme de la géométrie fractale chère à P. Frankhauser. Une autre branche de la géographie à laquelle nous nous sommes intéressés, à l'initiative de Geoffrey Caruso (géographe de LLN que j'ai contribué à former durant sa thèse), est celle des automates cellulaires (CA) qui simule des interactions de proximité positives et négatives entre agents (ménages, agriculteurs), que

nous avons appliqué à un espace périurbain pour expliquer sa mixité. Nous avons publié, à l'issue de mon séjour à LLN, une demi-douzaine d'articles dont chacun prend le problème par un bout différent.

Dans les travaux réalisés à LLN où ensuite se retrouvent des caractéristiques que j'avais préconisées lorsque j'étais responsable du département ESR : soit combiner une modélisation théorique et un problème du monde réel, la mixité de l'espace périurbain, soit réaliser une interdisciplinarité dans laquelle chacun apporte ses connaissances disciplinaires, l'économie urbaine pour ce qui me concerne et des modèles théoriques de la géographie (géométrie fractale, automates cellulaires, *Agent based models*). Ces travaux étaient publiés dans des revues scientifiques d'économie, de planification urbaine, de géographie théorique, ainsi que dans des revues de transfert.

D'autres travaux menés dans cette période ont permis un retour à l'agriculture. Les agriculteurs profitent des aménités car ils savent que des ménages à la recherche d'aménités vont se périurbaniser, que des parcelles agricoles vont s'urbaniser, donc qu'il y aura des plus-values d'urbanisation dont ils profiteront. Ils anticipent ces plus-values, ce qui m'a amené à d'autres articles. Le prix des terres agricoles est plus élevé près des villes parce que c'est là que les conversions urbaines seront plus nombreuses. Il en résulte que ces terres sont utilisées de manière plus intensive : quand la terre est plus chère, on l'utilise de manière plus intensive. Je retourne ainsi à l'agriculture, en tournant toujours autour des mêmes questions : mixité, foncier, aménités.

LE SURGISSEMENT DE LA QUESTION ENVIRONNEMENTALE DANS LE CHAMP DU DÉPARTEMENT ESR PUIS DANS VOS RECHERCHES : EST-CE SIMPLEMENT UNE RECONFIGURATION DE LA QUESTION FONCIÈRE OU VRAIMENT L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE RÉFLEXION THÉORIQUE ?

Je ne répondrai que pour ce qui concerne mes recherches. Il s'agit de travaux en économie de l'environnement qui exploitent mes compétences en économie foncière. Il ne s'agit pas d'une

réflexion théorique en économie de l'environnement car, si tel avait été le cas, j'aurais publié un article dans une revue de cette discipline. Je prendrai deux exemples.

Dans la question des aménités, on pense aux paysages verts. Or, les paysages sont des objets compliqués. Les paysages verts, ruraux ou périurbains, sont généralement agréables à contempler, mais cette caractéristique est mélangée au fait qu'il n'y a pas de bruit, que l'air est pur, qu'on peut s'y promener, qu'il n'y a pas de danger, etc. Dans le monde réel, un paysage est un cadre de vie qui combine toutes ces diverses aménités. Dans une optique analytique et simplificatrice du monde réel, nous avons voulu étudier une caractéristique d'un paysage qui nous a semblé essentielle : la vue. Cela s'est fait dans d'autres travaux réalisés avec des géographes, en particulier (mais ce ne sont pas les seuls) Mohamed Hilal à Dijon, Daniel Joly et Thierry Brossard à l'unité THEMA⁷ du CNRS à Besançon.

C'est une question d'économie de l'environnement : comment peut-on isoler le paysage vu de l'ensemble des aménités périurbaines ? D. Joly et T. Brossard avaient théorisé sur la vue en géographie et ils en avaient déduit une méthode pour la mesurer rigoureusement. Il faut prendre la place d'un observateur placé à 1,80 mètres au-dessus du sol, dont la vue est bouchée par des obstacles, qui sont des maisons, des collines, des bois. Il voit un paysage, il est sensible à des effets de composition, à la perspective. Cette complexité de la vue se traduit dans des modèles trigonométriques en trois dimensions, avec des métriques tenant compte de la proximité ou de l'éloignement des objets. Ces modèles étaient la traduction analytique d'une théorie géographique de la vue. C'est, à nouveau, une forme d'interdisciplinarité.

Car une fois que les géographes ont déterminé ce qui était vu, il fallait pouvoir dire quel était le prix de ce paysage vu. C'est l'apport que j'ai fait, avec un modèle de prix hédoniste dont l'idée est assez simple : prenons un lotissement où toutes les maisons sont pareilles, où l'accès au centre urbain est

le même, où tous les biens publics locaux, comme la qualité de l'école, sont identiques. La seule chose qui varie entre deux maisons de ce lotissement est qu'il y en a une d'où on voit des forêts et une autre dont la vue est bouchée car elle est au milieu du lotissement. La différence de prix entre les deux maisons est attribuée à cette seule cause de variation. C'est le prix de la vue.

Mon second exemple concerne le climat. Tout le monde sait qu'il a un prix : les gens sont attirés par le soleil. Avec Daniel Joly, qui est un climatologue de formation, Thierry Brossard et Mohamed Hilal nous avons estimé ce prix par la méthode des prix hédonistes pour capter l'effet du climat sur les prix fonciers et immobiliers. Pour cela, il faut des variables climatiques suffisamment précises à mettre en regard des prix de marché des logements. Nous avons intrapolé les normales d'une douzaine de variables de température, pluviométrie, vent, etc. pour chaque mois et dans les 36 000 communes françaises. Il en est résulté des articles publiés dans des revues de climatologie et de géographie, des articles pluridisciplinaires dans des revues d'économie et des articles de transfert, ou de vulgarisation, destinés à un public large.

Une autre contribution sur la question du climat concerne le lien entre réchauffement climatique et étalement urbain. Il a été largement montré que la périurbanisation, ou l'étalement urbain, contribue au réchauffement climatique à travers les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements. En revanche, il n'avait pas été montré jusqu'à présent la liaison inverse : le réchauffement climatique contribue à l'étalement urbain. Avec C. Detang-Dessendre et M. Hilal, qui font partie de mes coauteurs habituels, et A. Thomas, actuellement chef du département ESR et un post-doctorant américain, C. Grout, nous avons formulé l'hypothèse que là où il ne fait pas trop mauvais temps l'hiver, les gens sont prêts à aller habiter loin de leur bureau. Il y a un « effet verglas ». Quand on est dans le Midi, on est moins regardant sur les distances et, de plus, on vit plutôt à l'extérieur dans des maisons avec piscines, barbecues, jardins, cuisines

extérieures. Il s'agit d'un effet « barbecue ». Nous avons montré la liaison inverse entre étalement urbain et réchauffement climatique : le réchauffement climatique accentue l'étalement urbain. On a publié un article dans *Land Economics* qui montre que plus les villes s'étendent vers leur périphérie plus cela réchauffe la planète, et plus la planète se réchauffe plus les villes s'étalement.

**ON A LE SENTIMENT QUE,
SANS QUE VOUS L'AYEZ CHERCHÉ
DÉLIBÉRÉMENT, VOUS VOUS ÊTES
RETRANCHÉ DANS LE CAMP
DE LA SCIENCE AU DÉTRIMENT
DE L'APPORT AUX POLITIQUES
PUBLIQUES. QU'EN PENSEZ-VOUS ?**

C'est en partie vrai, mais ce n'est pas un retranchement : c'est la connaissance qui me motive et qui est mon moteur, dans une optique qui est plus offensive que militaro-défensive. C'est ma première réponse. Mais c'est vrai *cum grano salis* : d'autres réponses montrent que des recherches apparemment éloignées des politiques publiques peuvent aider les décideurs. Les recherches, dans la plupart des domaines (pharmaceutique, biomédical, etc.) montrent que celles qui sont strictement finalisées sont souvent des échecs du point de vue industriel, et qu'une grande partie des réussites sont dues au hasard. On cherche une molécule pour un objectif bien déterminé et on trouve une molécule qui sert à autre chose, mais qui est utile. Produire des connaissances qui ne soient pas immédiatement utiles ne me dérange pas. On peut dire, à la limite, que la majorité des résultats de recherches scientifiques sont inutiles dans un sens qu'ils ne sont même pas lus en dehors d'un tout petit groupe de chercheurs. Sur le champ très étroit de mes domaines de recherche, il se publie chaque mois des centaines d'articles dans le monde et je n'arrive pas à suivre cette littérature ! C'est dire que cette production scientifique pléthorique est complètement ignorée des décideurs. La grande majorité des recherches ne servent à rien pour éclairer la décision politique ou les entrepreneurs. Mais il suffit d'en avoir une qui, de temps en temps, soit utile pour qu'elle puisse avoir un rendement économique considérable, comme le

⁷ Théoriser et modéliser pour aménager.



Jean Cavallières, en 2010, dans son bureau à l'Unité mixte de recherche Centre d'économie et sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux (CESAER) - Inra-AgroSup Dijon.

© INRAE / Cavallières

soulevait E. Malinvaud : « Quand on dépense 10 000 € pour une politique publique, si on mettait 1 € pour évaluer *ex ante* cette politique, très souvent ça serait 1 € perdu. Mais une fois de temps en temps, on gagnerait 9 999 € ». On éviterait de mettre l'argent dans un panier percé.

Pour autant, mes recherches peuvent se révéler utiles, même si ce n'était pas le but poursuivi. J'ai parlé des travaux sur le prix des paysages vus, qui est une mesure des aménités apportées aux ménages. Nos résultats ont satisfait des urbanistes, des paysagistes, des opérateurs, des promoteurs car ils ont montré que les ménages de la région dijonnaise ne valorisaient pas les perspectives lointaines (on peut voir jusqu'au Mont-Blanc depuis les hauteurs entourant Dijon), mais qu'au contraire ils étaient attachés aux paysages qu'ils voyaient très près de chez eux : des coins de rues fleuris, de petits squares, une rue arborée, etc. Nous ne nous attendions pas à ce résultat contre-intuitif. Les opérateurs ont trouvé cela évident, mais ils ne l'auraient pas dit avant que les résultats ne leur soient présentés. Un autre résultat contre-intuitif est que la vue de champs cultivés n'est une forme

paysagère appréciée que si elle n'est pas trop près des maisons, alors que des bosquets et formes arborées sont valorisées dans le voisinage immédiat. Est-ce que ces résultats ont changé les pratiques et les politiques d'aménagement urbain ? Ce serait prétentieux de répondre oui.

Je peux citer en exemple une autre recherche qui montre le souci d'éclairer les décisions publiques. Il s'agit d'un travail sur le polycentrisme urbain réalisé avec J. Thisse, un ancien Dijonnais de l'Inra, Carl Gaigné, et un chercheur japonais, T. Tabuchi. On parle, en économie urbaine, de polycentrisme lorsqu'un centre des affaires, CBD, est entouré de centres secondaires satellites, *secondary business districts* (SBD). Nous avons montré que, dans certaines configurations, les SBD elles bénéficient de coûts de production fonciers et salariaux faibles tout en ayant, du fait de leur proximité du CBD, accès aux services high-tech de ce dernier. Dans ces cas, le polycentrisme doit donc être favorisé pour améliorer la situation concurrentielle sur les marchés internationaux. Or, chaque agglomération, intercommunalité ou SCOT joue trop personnel, la politique économique est

peu pensée à l'échelle d'une région polycentrique. Malheureusement, même si les élus régionaux peuvent se situer empiriquement à ce niveau macro-régional, il est peu probable qu'ils aient lu notre article théorique mathématisé dans la top review d'économie urbaine, le *Journal of Urban Economics*.

La contradiction apparaît bien ici : les décideurs ne connaissent pas la littérature théorique, qui pourtant pourrait les aider à donner une meilleure cohérence à leurs politiques régionales en matière foncière (zonages, etc.), de déplacement, de partenariats technologiques, etc. Cet exemple montre l'insuffisance des liens entre la recherche, trop enfermée dans le monde universitaire, et la décision économique, qui en est coupée. L'opposition entre la science universitaire et la décision économique des acteurs, que pointe votre question, est un problème d'organisation et de circulation de la pensée entre ces sphères.

Le reste du pouvoir d'un chef de département, c'est le pouvoir de la salive. Il peut discuter, suggérer, etc., mais les chercheurs décident de leur recherche en retenant de ces échanges ce qui les

En 2009, suite à un colloque de la First International Conference on Complex Sciences : Theory and Applications, à Shanghai (Chine), une tournée a eu lieu à Pékin et Canton. Ici, repas officiel avec des professeurs de l'Université de Canton.



© INRAE / Cavallès

intéresse. Donc je reviens un peu sur le temps et l'énergie que j'ai consacrés à la direction de ce département. Ils ont été en partie dépensés en pure perte. Il y a beaucoup de temps passé inutilement à se croire investi d'un pouvoir que l'on n'a pas. Les chercheurs font ce qu'ils veulent. Ils cherchent dans le domaine qu'ils veulent, ils laissent causer la hiérarchie. Mais une autre partie a été décisive car elle a permis une coordination de moyens et la définition de priorités. Je ne renie pas ce qui a été fait.

COMMENT ÊTES-VOUS ARRIVÉ À CLORE DE MANIÈRE UN PEU COHÉRENTE ET ORDONNÉE VOTRE CARRIÈRE ? COMMENT LISEZ-VOUS CETTE TRAJECTOIRE ? ET COMMENT S'EST PASSÉ VOTRE PASSAGE À LA RETRAITE ET LES MISSIONS QUE VOUS AVEZ PU AVOIR ?

D'abord, je n'ai pas complètement clos les travaux de recherche depuis ma retraite. Arrivant à la retraite assez jeune, à 65 ans, j'avais encore une quinzaine d'années d'espérance de vie en bon état intellectuel et physique devant moi. Se posait donc la question de savoir ce j'allais en faire. Je voulais garder une activité sociale et intellectuelle. Mon choix a été de demander à être accueilli comme chargé de mission à l'Inra, avec un statut de chercheur

émérite. J'avais un certain nombre d'articles qui étaient encore en cours et puis, surtout, j'aime la recherche.

Ce statut m'a donné une activité stimulante sur le plan intellectuel, avec des collègues dont certains sont des copains. De temps en temps, on me demande d'être dans un jury de thèse. C'est aussi le plaisir de me rendre utile auprès de jeunes chercheurs. J'avais passé presque un an à réapprendre l'économie urbaine depuis son origine, dans les années 1960. Les jeunes n'ont jamais le temps de faire cela, ils sont à l'affût du dernier *working paper* qui vient d'être mis en ligne pour ne pas se faire doubler par la concurrence. Dans des réunions, des comités de suivi de doctorants, j'exhume de vieux articles oubliés, des années 1970, mais qu'il est toujours bon de citer dans une revue de littérature. On me dit un grand merci. Cela me fait plaisir. Donc je me sens utile.

J'essaye d'être lucide, je sais que je perds en capacité depuis que je suis à la retraite. Je suis moins bien la littérature récente, je ne fais pas de nouveaux investissements dans des logiciels, dans des techniques économétriques parce que l'investissement que cela me demanderait ne serait pas justifié par ce que j'en tirerais. Avec le temps, je sais que tout le monde devient moins efficace, moins performant. Je suis donc sur une trajectoire de léger déclin, ce

qui est normal, qui m'amène à la conclusion qu'il va falloir que j'arrête. Mon statut de chargé de mission s'achève en mars 2021, et je ne vais pas demander son renouvellement.

QUEL EST VOTRE RAPPORT À LA POLITIQUE AUJOURD'HUI ?

Il est ambivalent. Je continue à être intellectuellement engagé en considérant qu'il faut changer la société et que cela viendra forcément. Ma pratique est plus distante. Je vais à des manifestations climat (l'Affaire du siècle, etc.) ou sur les retraites, sur les attentats de Charlie Hebdo. Mais c'est une pratique un peu ponctuelle. Il y a une ambivalence entre un positionnement intellectuel politique qui reste assez engagé et une pratique qui est en deçà.

DANS VOTRE TRAJECTOIRE, ON DEVINE UNE QUESTION QUI EST DE SAVOIR S'IL Y A ÉQUIVALENCE OU DIVERGENCE ENTRE LE POUVOIR DE CHEF DE DÉPARTEMENT ET L'AUTORITÉ SCIENTIFIQUE ET INTELLECTUELLE. QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Oui, je suis parfaitement d'accord. J'ai tenté et en partie réussi, de jouer de l'autorité intellectuelle pour justifier ma position de responsabilité à la tête du département. La mise en débat de la politique scientifique du département

dans le schéma directeur marquait une volonté d'autorité intellectuelle dans lequel j'introduisais Bachelard, Piaget, Popper, etc. J'ai essayé de montrer que le fondement de ma position de pouvoir était mon autorité intellectuelle. Je n'ai réussi que partiellement. J'ai convaincu ceux qui l'étaient par avance, qui partageaient la même conception de ce qu'est la science et la recherche.

J'ai réellement pris du plaisir en retrouvant une autorité intellectuelle quand, par exemple, je publie un article dont je suis content, que je vais présenter dans un cours, dans des séminaires. Je suis satisfait que les gens reconnaissent que j'ai apporté une contribution intellectuelle.

Il y a un point que je n'ai pas encore abordé concernant ma situation de retraite, c'est que je suis investi dans le fonctionnement de deux comités de rédaction de revues en ligne : la *Revue foncière* (maintenant *Fonciers-en-débat*) et *Politique du logement*. Ce sont de petites revues associatives avec un lectorat limité. *Politique du logement* publie des articles sur la politique du logement qui sont assez en prise avec le monde des décideurs. C'est une revue qui a plusieurs milliers de lecteurs dans laquelle le monde du logement, du bâtiment, de la construction, de l'urbanisme est assez représenté. Pour *Fonciers-en-débat* ou la *Revue foncière*, le lectorat est un peu plus étroit. Dans ces revues, j'évite les positions de pouvoir qui me remettraient dans un engrenage qui ne me plaît pas. Je préfère être un parmi d'autres, dans un collectif. J'essaie d'avoir une autorité intellectuelle à travers mes propositions, pas un pouvoir institutionnel dans les rédactions.

EN VOUS ENGAGEANT DANS UN NOUVEAU DOMAINE DE RECHERCHE AU CORE ET ENSUITE, VOUS AVEZ MONTRÉ UNE AMBITION SCIENTIFIQUE ÉLEVÉE. QU'EST-CE QUI LA MOTIVE ?

Il faut de l'ambition, comme dans tout. Mais en même temps, je sais rester modeste et je connais à peu près mon niveau scientifique et mes capacités, mes limites. Le fond de l'affaire, c'est le plaisir de connaître. La dernière phrase de mon mémoire de candidature en DR1 est : « Quand on a connu le fruit

de la recherche, on a envie d'y remordre et c'est ce que je ferai ». Et c'est ce que j'ai fait. Le plaisir de découvrir, de forger une connaissance, est mon moteur et c'est le moteur des chercheurs. J'ai été étonné que la grande majorité des choses que j'ai trouvées et écrites dans des articles, me sont venues la nuit, en dormant. Cela m'a tellement étonné que j'en ai discuté avec J. Thisse qui m'a dit que c'est pareil pour lui. Quand j'ai des échanges un peu personnels avec d'autres chercheurs de haut niveau, ils me disent aussi : « On trouve toujours la nuit en rêvant ! ». Les psychologues l'expliquent très bien : le sommeil est le moment où on réorganise l'activité intellectuelle qu'on a eue dans la journée. C'est ça le plaisir : c'est de trouver, et ce plaisir arrive souvent en rêvant.

En même temps, c'est une motivation dont l'ambition doit rester modeste. Avec une carrière de chercheur dont la continuité a été perturbée par la responsabilité de chef de département, je sais que je ne suis pas arrivé à un niveau très élevé dans le rang international des chercheurs en économie. Je reste un chercheur appliqué dont l'ambition est de partir de modèles théoriques performants pour les mettre en œuvre dans le champ des applications pertinentes pour l'Inra. C'est un rôle qui est intéressant et utile, mais j'ai rarement élaboré moi-même ces modèles théoriques. Je ne suis pas l'auteur principal des quelques articles à portée théorique que j'ai publiés dans de bonnes revues.

AVEZ-VOUS DES REGRETS PAR RAPPORT À VOTRE CARRIÈRE DONT VOUS VOUDRIEZ-NOUS FAIRE PART ?

Si l'occasion se présentait, je recommencerais la même chose, sauf chef de département. J'avais commencé après le CEPE, au début des années 1990, à publier quelques articles dans lesquels il y avait un peu d'économétrie et de réflexions théoriques. Mes responsabilités dans le département ESR ont interrompu ces travaux pendant près de dix ans. Je les ai réinitialisés en 1999 à Louvain-la-Neuve. Réapprendre à plus de 50 ans les basics de la recherche économique dans un champ nouveau, l'économie urbaine est difficile. Mais c'est aussi tranquilisant dès lors qu'on ne trouve pas son plaisir dans l'exercice du pouvoir. Je ne suis pas un homme de pouvoir, contrairement à ce qu'on peut supposer au vu des responsabilités que j'ai eues à la direction du département. J'ai retrouvé une tranquillité personnelle à partir des années 2000. J'étais mieux à la paillasse, en discutant avec mon écran d'ordinateur qui ne m'injurait pas et avec qui, si j'ose dire, les relations interpersonnelles étaient beaucoup plus sympathiques que celles de chef de département avec les chercheurs de son département. Donc oui, cette parenthèse de responsabilité d'une dizaine d'années est quelque chose que je ne renie pas mais qui n'est pas la période préférée de mon activité de chercheur. Sur le plan de ma tranquillité personnelle, ce n'était pas optimum.



Pause déjeuner au CORE lors du colloque annuel de l'European Regional Science Association à Louvain-la-Neuve. Jean Cavailhès avec à sa droite Isabelle Thomas (Université de Louvain) et, à sa gauche, Paul Krugman (Prix Nobel d'économie 2008) ; en face de lui, Masahisa Fujita, un des grands noms de l'économie urbaine (Université Pem et Kyoto), qui masque Jacques-François Thisse, autre grand nom de la discipline et professeur à l'Université catholique de Louvain.

© CORE